



**PRÉFET
DE LA SEINE-
SAINT-DENIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

Arrêté préfectoral n° 2023-0193 du 26 janvier 2023 autorisant à la régie autonome des transports parisiens (RATP) la conversion au gaz naturel pour véhicules (GNV) de son centre bus situé 26 rue de la Haie Coq à Aubervilliers

**Le préfet de la Seine-Saint-Denis,
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination du préfet de la Seine-Saint-Denis (hors classe), M. WITKOWSKI Jacques ;

Vu le décret du Président de la République du 16 mars 2022 portant nomination de la sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis, Madame RACKETTE Cécile, secrétaire générale adjointe de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté n°2022-2524 du 19 septembre 2022 donnant délégation de signature à Madame Cécile RACKETTE, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis, secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement chef-lieu ;

Vu le dossier de demande d'autorisation environnementale, déposé le 22 juillet 2020 par la régie autonome des transports parisiens (RATP), réceptionné le 24 juillet 2020 par le guichet unique du bureau de l'environnement de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

Vu la présentation du projet ;

Vu la compatibilité du projet avec les documents et les plans existants opposables ;

Vu la synthèse des enjeux du dossier du pétitionnaire ;

Vu les avis des autorités, organismes, personnes et services de l'État consultés ;

Vu la dispense d'évaluation environnementale par décision du 20 janvier 2020 ;

Vu les rapports de demande de compléments du 24 septembre 2020 et du 3 mars 2021 ;

Vu le mémoire en réponse de la RATP du 18 octobre 2021 ;

Vu les compléments apportés par l'exploitant reçus par méls des 1^{er} décembre 2020 et 18 janvier 2022 ;

Vu l'examen du dossier par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de synthèse de la phase d'examen pour mise à l'enquête publique du 2 mars 2022 ;

Vu la décision du 5 avril 2022 relative à la désignation du commissaire enquêteur par le président du tribunal administratif de Montreuil ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022-1079 du 26 avril 2022 portant ouverture d'une enquête publique ayant pour objet une demande d'autorisation environnementale présentée par la régie autonome des transports parisiens (RATP) relative à un projet de conversion au gaz naturel pour véhicules (GNV) de son centre bus situé 26 rue de la Haie Coq à Aubervilliers ;

Vu le procès-verbal des observations de l'enquête publique du 1^{er} juillet 2022 et la réponse de la RATP du 20 juillet 2022 ;

Vu les conclusions du commissaire enquêteur consignées dans son rapport en date du 25 juillet 2022, reçu le 28 juillet 2022 et transmis à la RATP le 9 septembre 2022, donnant un avis favorable à la demande d'autorisation environnementale relative au projet de conversion au GNV du centre bus d'Aubervilliers, tel que proposé à l'enquête publique qui s'est déroulée du 14 juin au 28 juin 2022 inclus ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 24 octobre 2022, reçu le 25 octobre 2022, émettant un avis favorable soumis au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de la Seine-Saint-Denis et visant à définir les conditions dans lesquelles l'exploitant est autorisé à faire fonctionner ses installations dont le respect permettra de garantir la maîtrise des risques et des impacts du site sur son environnement ;

Considérant que les changements réalisés par le pétitionnaire afin de satisfaire aux demandes des différents avis consultés ;

Considérant qu'il apparaît que les propositions du demandeur permettent d'atteindre le niveau d'exigence retenu en application des textes nationaux et locaux et de garantir la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, compte tenu notamment de l'état de l'art et des meilleures technologies disponibles économiquement acceptables ;

Considérant qu'aucune des communes concernées n'a délibéré, ni donné d'avis relatif au projet, et que le pétitionnaire a répondu à l'ensemble des remarques des services techniques consultés ;

Considérant que du point de vue de la prévention des risques, l'étude des dangers montre que les risques présentés par les installations du projet sont acceptables, même si les effets de surpression de deux scénarios d'accident sortent du site.

Considérant qu'à la suite de son entrevue avec les services du bureau prévention de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP), le pétitionnaire a complété les mesures de prévention et de protection prévues contre l'incendie ;

Considérant que les prescriptions proposées reprennent notamment des éléments issus du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, ainsi que les demandes formulées lors de la procédure consultative des enquêtes publiques et administrative et lors de la consultation des maires ;

Considérant que la procédure réglementaire a été menée conformément aux articles L. 512-1 et suivants du code de l'environnement ;

Considérant qu'à l'issue de l'instruction, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a émis un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter de la RATP, sous réserve du respect des conditions dans lesquelles l'exploitant est autorisé à faire fonctionner ses installations et dont le respect permettra de garantir la maîtrise des risques et des impacts du site sur son environnement ;

Considérant que l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a proposé de soumettre le projet d'arrêté préfectoral au pétitionnaire, qui pouvait présenter ses observations dans un délai de 15 jours, puis de le présenter pour avis au CODERST, conformément à l'article R. 512-46-17 du code de l'environnement ;

Considérant l'avis favorable des membres du CODERST de la Seine-Saint-Denis émis pendant la séance du 13 décembre 2022 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

ARRETE

1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP), ci-après dénommée l'exploitant, enregistrée au R.C.S. de Paris sous le numéro SIRET (siège) 775 663 438 01 906, dont le siège social est situé à LAC B916 – 54 quai de la Râpée – 75599 Paris cedex 12, est autorisée à exploiter ses installations, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, sur le territoire de la commune d'Aubervilliers, parcelles cadastrales référencées n° P55, P128, P129, P147 et P170 au 26 rue de la Haie Coq, les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les dispositions du présent arrêté annulent et remplacent les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire N° 99-3166 du 2 août 1999.

Les prescriptions des arrêtés ministériels concernant les rubriques à déclaration et à enregistrement s'appliquent en ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

1.2 Nature des installations

1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Quantité et/ou volume autorisé	Rayon d'affichage	Régime
1413-1-a)	Gaz naturel ou biogaz, sous pression (installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs, ou autres appareils, de véhicules ou engins de transport fonctionnant au gaz naturel ou biogaz et comportant des organes de sécurité) 1. Le débit total en sortie du système de compression étant : a) Supérieur ou égal à 2 000 m ³ /h	Présence d'une station de compression composée de 4 compresseurs d'une capacité unitaire de 1330 Nm ³ /h, soit un débit installé de 5320 Nm ³ /h 1 compresseur est prévu en secours (redondance), le débit total en sortie du système est de 3 x 1330 Nm³/h = 3 990 Nm³/h 1 installation de charge rapide (3 postes dans le hall de charge et 1 sous auvent)	1 km	A
2930-1-a)	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. La surface de l'atelier étant supérieure à 5000 m ² .	Hall de maintenance composé de : Hall ouest : 2140 m ² Hall est : 2 075 m ² Fosse / piscine + local huilerie : 1 085 m ² Soit une superficie de : 5 300 m ²		E bénéfice antériorité
1435-2.	Stations-service: installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteurs Le volume annuel de carburant liquides distribué étant supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ .	Postes de charge : 3 pompes de distribution gazole Volume annuel total distribué : 4554 m ³ en 2016 (Installation vouée au démantèlement à l'horizon 2030)		DC bénéfice antériorité
2910-A-2.	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b	Chaudière générale Localisation : chaudière au 1er étage noyau central du centre bus 9 Chaudières gaz Puissance par chaudières : (4x411 kW + 4x375 kW+ 1x350kW) Puissance thermique totale de la chaudière : 3,494 MW		DC bénéfice antériorité

	<p>(v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>2- La puissance thermique nominale de l'installation étant supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.</p>			
4718	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>2. Pour les autres installations :</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t</p>	<p>135 bouteilles de 90 litres de GNV à 250 bars, soit 2527 kg</p> <p>La quantité maximale de stockage sur site n'excédera pas 6 tonnes</p>		NC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)** ou NC (Non Classé)

(**) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

1.2.2 Consistance des installations autorisées

L'établissement relèvera du régime de « L'Autorisation » au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) au titre de la rubrique n°1413-1.-a) relative au gaz naturel sous pression.

Il est également concerné par la R. 2930-1)-a) classée sous le régime d'enregistrement, relative à l'activité d'entretien et de réparation de véhicules à moteur.

Et aussi concerné par d'autres ICPE sous le régime de la déclaration :

- rubrique n°1435-2, relative à la station de distribution de carburant ;
- rubrique n°2910-A-2, relative aux installations de combustion (chaudières à gaz).

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant les 22/07/2020, 01/12/2020 et 18/01/2022.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

1.4 Durée de l'autorisation

1.4.1 Durée de l'autorisation et caducité

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

1.5 Modifications et cessation d'activité

1.5.1 Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

1.5.2 Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation.

Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

1.5.3 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.5.4 Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

1.5.5 Changement d'exploitant

En application des articles L.181-15 et R.181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert.

1.5.6 Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant devra fournir selon le décret n° 2021-1096 du 19 août 2021 une attestation délivrée par des entreprises certifiées pour :

✓attester effectivement de la mise en sécurité du site ;

✓le mémoire puis les travaux de réhabilitation (A et E).

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

1.6 Réglementation

1.6.1 Réglementations applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Textes
Arrêté du 02/02/98	Prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
Arrêté du 04/10/10 modifié	Prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
Arrêté du 27/10/11	Modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement
Arrêté du 29/07/05 modifié	Fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005
Arrêté du 23/01/97	Relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
Arrêté du 31/01/08 modifié	Registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
Arrêté du 11/03/10	Modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
Code du travail	Document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP)

1.6.2 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive):

2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1 Exploitation des installations

2.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

2.1.2 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

2.2 Réserves de produits ou matières consommables

2.2.1 Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que des produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Les zones de stockage de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux sont couvertes.

2.3 Intégration dans le paysage

2.3.1 Propreté

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets ou autres, pouvant présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages.

Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente, sont mis en place en tant que de besoin.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envois...).

L'entretien régulier des espaces verts est réalisé.

2.3.2 Esthétique

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

2.4 Danger ou nuisance non prévenu

2.4.1 Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

2.5 Incidents ou accidents

2.5.1 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

2.6 Programme d'auto surveillance

2.6.1 Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions de l'ensemble de ses installations, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements d'eau et émissions de toute nature seront réalisés conformément à l'article 58 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié.

Les résultats des autosurveillances sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

2.6.2 Contrôles et analyses (inopinés ou non)

Sans préjudice des dispositions prévues au 2.6.1 du présent arrêté, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

2.7 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

2.7.1 L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants durant la phase travaux du chantier :

- l'arrêté d'autorisation de rejet des eaux issues de chantier au réseau d'assainissement public obtenue auprès de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Seine-saint-Denis, après avis du SIAAP.

2.7.2 L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants durant l'exploitation du site :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté d'autorisation qui a été délivré à l'exploitant qui régit le déversement des eaux issues des activités de réparations et d'entretien de véhicules et engins à moteur du site au réseau unitaire départemental,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

2.7.3 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

2.7.3.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
ARTICLE 1.5.1	Dossier de modification des installations	Avant la réalisation de la modification.
ARTICLE 1.5.5	Déclaration de changement d'exploitant	3 mois après le transfert
ARTICLE 1.5.6	Déclaration de cessation d'activité	3 mois avant la date de cessation d'activité

ARTICLE 2.5.1	Déclaration des accidents et incidents	Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées
ARTICLE 7.2.3	Autosurveillance des niveaux sonores	Un an au maximum après la mise en service de l'installation.
ARTICLE 2.7.2	Arrêté d'autorisation réglementant le déversement des eaux issues des activités de réparations et d'entretien de véhicules et engins à moteur du site au réseau unitaire départemental	Dès la délivrance de l'acte à l'exploitant
ARTICLE 9.1.1.2	Autorisation d'extension du réseau gaz existant jusqu'au site	Dès la délivrance de l'acte à l'exploitant
ARTICLE 8.4.6	Etude technique foudre (ETF) selon la norme NF EN 62305-3	Avant la mise en œuvre des installations de GNV

3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

3.1 Conception des installations

3.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

3.1.2 Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

3.1.3 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants en situation normale, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter, en toute circonstance, l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert.

Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés. Ils sont régulièrement curés. Ces opérations de curage sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'inspection des installations classées peut, en outre, demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances, notamment en cas de plaintes.

3.1.4 Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

3.1.5 Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés ou toutes autres dispositions équivalentes) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Dans le cas de mise en œuvre de substances dangereuses (en particulier les COV¹ dont les mentions de dangers sont les suivantes : H340, H350, H350i, H351 halogénés, H360D et H360F), des dispositions particulières sont prises pour substituer ces substances, ou limiter et quantifier les émissions diffuses : capotages, recyclages et traitements, maîtrise des pressions relatives, etc.

¹ Composés Organiques Volatils

3.2 Conditions de rejet

3.2.1 Dispositions générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

3.2.2 Autosurveillance des rejets atmosphériques

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites de concentration définies aux articles 27 à 29 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et de mettre en place un plan d'autosurveillance conforme aux articles 58 et 59 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, si les flux rejetés sont dépassés. Lorsque les rejets de polluants à l'atmosphère autorisés les dépassent, l'exploitant doit réaliser une mesure du débit du rejet correspondant, et des concentrations.

3.2.3 Brûlage à l'air libre

Tout brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais d'incendie et des opérations spécifiques prévues par l'arrêté préfectoral. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et en quantité.

4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement, à savoir :

- pour les eaux de surface, à l'exception des masses d'eau artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines, un bon état écologique et chimique ;
- pour les masses d'eau de surface artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines, un bon potentiel écologique et à un bon état chimique ;
- pour les masses d'eau souterraines, un bon état chimique et à un équilibre entre les prélèvements et la capacité de renouvellement de chacune d'entre elles ;
- la prévention de la détérioration de la qualité des eaux.

Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

4.1 Prélèvements et consommations d'eau

4.1.1 Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (*) (m3/an)	Prélèvement maximal	
			Horaire (m3/h)	Journalier (m3/j) (**)
Réseau public AEP (alimentation en eau potable provenant de l'usine de Neuilly sur Marne)	Réseau communal (Aubervilliers)	11000	6 m3/h	144 m3/j

4.1.2 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Le débit moyen prélevé est au maximum de 11 000 m3/an.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Toutes dispositions sont prises pour que l'accès à ces équipements soit possible. Ces équipements sont contrôlés annuellement et maintenus en bon état. Les contrôles et les actions correctives auxquelles ils aboutissent sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.2 Collecte des effluents liquides

4.2.1 Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

4.2.2 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

4.2.3 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Il assure les actions correctives nécessaires au maintien au bon état des différents réseaux. Ces opérations, ainsi que les contrôles, sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont autant que possible aériennes.

4.2.4 Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Un système permet l'isolement des réseaux d'eaux pluviales de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consignes et reportés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

4.3.1 Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment celles collectées au niveau des voiries et du bassin de confinement),
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
- les eaux polluées : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, les purges des chaudières, etc.,
- les eaux résiduelles après épuration interne : les eaux issues de l'installation de traitement interne au site,
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine dégraissées.

4.3.2 Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

4.3.3 Gestion des eaux vannes ou eaux domestiques issues des usages sanitaires

Les eaux vannes sont constituées par des eaux domestiques (eaux usées), c'est-à-dire issues des sanitaires, des lavabos, des vestiaires, et les eaux de la restauration.

Les eaux domestiques du site sont déversées dans le réseau d'assainissement interdépartemental au niveau de la rue de la Haie Coq en deux points de rejet, elles sont traitées dans des usines d'épuration urbaine du SIAAP, celles de Seine-Centre ou Seine-Aval.

4.3.4 Gestion des eaux d'activités industrielles (effluents industriels de nettoyage des bus)

Les effluents industriels du site correspondent :

- aux eaux de nettoyage des bus générés au niveau des postes de nettoyage manuel au niveau des aires de lavage à l'intérieur de l'atelier,
- aux eaux de nettoyage des pièces et moteur en zone de nettoyage dédiée, au moyen d'un nettoyeur à jet d'eau sous pression,
- aux eaux de lavage de la carrosserie et des bas de caisses bus au niveau de machines à laver automatiques (machine à laver au défilé et portique de lavage), présente à l'extérieur,
- aux eaux de nettoyage des sols (des zones de travail atelier).

Ces eaux sont susceptibles d'être chargées en polluants et sont intégralement collectées dans un réseau dédié, dit réseau ERI, puis dirigées vers une fosse de collecte. Elles sont ensuite acheminées vers la station de traitement interne biochimique (ou station ERI) spécifiquement dimensionnée et créée pour le site pour être recyclées à 80 %.

Cette station biologique fera l'objet d'une surveillance et d'un entretien régulier (visite journalière - visite hebdomadaire - visite mensuelle).

Un contrat d'entretien est conclu avec une société spécialisée. Les constats des visites sont consignés dans un registre de suivi et/ou des rapports d'intervention.

En fonctionnement normal, l'effluent traité rejoint le circuit de recyclage. Toutefois, en cas de dysfonctionnement (refoulement-aspiration), il existe un by-pass vers le réseau d'assainissement, via le point de rejet n° 1 Haie Coq.

Le contrôle de la qualité des ERI traitées est réalisé au moins une fois par an par un organisme agréé, en cas d'anomalies, les causes sont déterminées et les actions correctives prises par l'exploitant. L'ensemble de ces données est porté sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.3.5 Réseau EP / EU

Les eaux de pluies à l'exception de celles issues des zones destinées à l'infiltration sont collectées par le réseau EP / EU. Ce réseau est susceptible également de collecter les eaux en cas d'incendie.

Un système permet l'isolement du réseau d'évacuation EP / EU avant rejet dans les réseaux collectifs communaux.

L'entretien des noues d'infiltration est régulièrement réalisé. Ces opérations sont reportées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.3.6 Gestion des eaux pluviales

La gestion des 80 % des pluies courantes de fréquence de retour annuelle doivent être gérées à la parcelle, ce qui correspond à 8 mm d'eau).

Le site est existant, et les principales mesures de gestion des pluies courantes retenues sont :

- La création d'espaces enherbés au pied des murs coupe-feu en limites de propriété nord, et sud et sud-ouest. La bande enherbée au nord sera également plantée de fleurs ;

Les espaces enherbés existants sur le pourtour du parking du personnel, au nord-est du site, seront densifiés par la plantation d'arbustes ;

- La mise en place d'un terre-plein enherbé et planté d'arbuste à l'entrée principale du site (123 m²), et servant de séparation entre les voies d'accès entrée / sortie du site ;
- La désimperméabilisation de zones piétonnes et du parking visiteurs à l'intérieur du site, et mise en place d'un revêtement semi-perméable de type pavés en joint large (pourtour de la station de compression, chemins d'accès aux équipements de distribution GNV (distribution lente) en limites de propriété ;
- La création d'un fossé drainant pour infiltrer la totalité des eaux de pluie des 2600 m² du terrain en partie ouest du site ;
- La création d'une prairie humide en amont du bassin, et permettant l'infiltration d'eaux issues du ruissellement sur 996 m² de toiture du hall ouest de maintenance. La surverse est dirigée vers le bassin de stockage des eaux pluviales ;
- L'amélioration des fonctionnalités du bassin de régulation, en intégrant un substrat et de la végétation en fond de bassin pour améliorer la capacité de rétention d'eau en cas de pluies faibles. Et pour pouvoir évacuer les eaux du bassin en cas de dysfonctionnement des pompes ou d'opérations de maintenance, il sera installé une vanne guillotine d'obturation sur l'évacuation fermée par défaut, et de l'ouvrir en cas de nécessité uniquement.

Ne sont pas gérés à la parcelle environ 3% de la surface active totale du site, et correspondant à :

- les eaux pluviales issues de la toiture du restaurant d'entreprise, qui sont rejetées après passage dans le bassin de rétention, directement au réseau par un point de rejet au niveau de la rue de la haie Coq,
- les eaux de voirie de la voie d'accès depuis la rue du Pilier, soit 990 m² pour lesquels l'eau de pluie est dirigée vers un rejet rue du Pilier.

Il est estimé que le volume d'eau excédentaire devant être rejeté au réseau public est de l'ordre de 10 m³. Aussi, il est demandé le maintien de la connexion au réseau départemental pour le rejet des pluies courantes non gérées à la parcelle lors d'un épisode de fréquence annuelle.

4.3.7 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

4.3.8 Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue, que l'exploitant aura expressément désignée.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien.

Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

Le curage de la partie décantation de la station de traitement biochimique est effectué une fois par semestre minimum.

Les séparateurs d'hydrocarbures du site sont nettoyés au minimum une fois par an.

L'ensemble des opérations visées au présent chapitre sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.3.9 Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Rejets externes dans le réseau d'assainissement public :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Rejet n°1
Coordonnées PK et coordonnées Lambert	Rue de la Haie Coq
Coordonnées (Lambert II étendu)	X : 602672.44 m / Y : 2434780.75 m
Nature des effluents	Eaux usées sanitaires, ERI après traitement. Eaux pluviales du bassin de rétention et eaux pluviales des descentes de toitures
Débit maximum	50 m3/jour autorisé (référence : AAD)
Exutoire du rejet	Vers collecteur unitaire départemental UND 230/130 rue de la Haie Coq
Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Station de traitement collective
Conditions de raccordement	Branchement conduit unitaire départemental

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Rejet n°2
Coordonnées PK et coordonnées Lambert	Rue de la Haie Coq
Coordonnées (Lambert II étendu)	X : 602667.80 m / Y : 2434673.83 m
Nature des effluents	Eaux usées sanitaires, eaux pluviales des descentes de toitures et du séparateur à hydrocarbures (remisage extérieur de véhicules)

Exutoire du rejet	Vers collecteur unitaire départemental UND 230/130 rue de la Haie Coq
Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Station de traitement collective
Conditions de raccordement	Branchement conduit unitaire départemental

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Rejet n°3
Coordonnées PK et coordonnées Lambert	
Coordonnées (Lambert II étendu)	
Nature des effluents	Eaux pluviales voirie
Exutoire du rejet	Vers égout public rue du Pilier
Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Grille 4 Sud – allée Pompier – rue du Pilier
Conditions de raccordement	X : 602450.46 m / Y : 2434507.05 m

Rejets internes : sortie de la station de traitement des eaux résiduaires industrielles

Point de rejet interne à l'établissement	Rejet n°4
Nature des effluents	Eaux de lavage des sols et égouttures divers provenant de l'atelier + siphons de sol du hall de charge gasoil + eaux de lavage des autobus (circuit fermé entre la machine à laver les bus et station ERI)
Débit maximal journalier (m³/j)	En 2021, la quantité d'eau rejetée était de 889 m³. Si nous divisons cette quantité par 365 jours, cela donne 2,4 m³ de rejet moyen journalier. L'AAD actuelle nous autorise jusqu'à 50 m³ au rejet n°1
Exutoire du rejet	Trop plein de la station rejeté vers rejet n°1 vers collecteur unitaire départemental UND 230/130 rue de la Haie Coq
Traitement avant rejet	Station de traitement des ERI (recyclage de l'eau pour laver les bus)

4.3.10 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

4.3.10.1 Conception

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet. Elle est également tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les travaux de mise à niveau concernant des regards départementaux seront effectués en respectant les préconisations de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis.

4.3.10.2 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...) dans les ouvrages de rejet au réseau d'assainissement.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Un point de prélèvement est prévu en sortie de station de traitement des Eaux Résiduelles Industrielles.

4.3.10.3 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

4.3.10.4 Équipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

4.4 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

Température : inférieure ou égale à 30 °C

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline),
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l. Après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur peut, en tant que de besoin, également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale.

4.4.1 Dispositions générales

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

4.4.2 Rejets dans une station d'épuration collective

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires industrielles dans le réseau public considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous et mesurées avant mélange avec les eaux sanitaires.

Rejet n°	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
DBO5	800 mg/l	
DCO	2000 mg/l	
MEST	600 mg/l	
Azote global (exprimé en N)	150 mg/l	
Phosphore total (exprimé en P)	50 mg/l	
(1) Indice phénols	0,3 mg/l	si le rejet dépasse 3 g/j
(2) Indice cyanures totaux	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
(3) Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	50 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
(4) Plomb et ses composés (en Pb)	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
(5) Cuivre et ses composés (en Cu)	0,150 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
(6) Chrome et ses composés (en Cr)	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
(7) Nickel et ses composés (en Ni)	0,2 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
(8) Zinc et ses composés (en Zn)	0,8 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
(9) Manganèse et composés (en Mn)	1 mg/l	si le rejet dépasse 10 g/j
(10) Etain et ses composés (en Sn)	2 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
(11) Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	5 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
(12) Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (1)	1 mg/l	si le rejet dépasse 30 g/j
(13) Hydrocarbures totaux	10 mg/l	si le rejet dépasse 100 g/j
(14) Ion fluorure (en F-)	15 mg/l	si le rejet dépasse 150 g/j

(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

4.4.2.1 Eaux pluviales ou eaux d'extinction d'incendie susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les eaux d'extinction incendie contenues dans le réseau pluvial font l'objet d'une caractérisation par un laboratoire d'analyse agréé. En fonction des résultats d'analyse elles feront l'objet, soit d'une élimination vers les filières de traitement des déchets appropriées, soit d'une évacuation dans le collecteur communal selon les critères de concentration fixés pour le rejet n°1. Les résultats d'analyse et les actions décidées sont communiqués à l'inspection.

Les eaux d'extinction seront dirigées vers le bassin de rétention des eaux pluviales.

Les eaux pluviales des petites pluies sont gérées à la parcelle par infiltration (97 % des eaux de pluie ne sont pas rejetées au réseau).

Pour les fortes pluies un bassin de récupération est prévu après passage sur séparateur, en application de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, les eaux pluviales pourront tout de mettre être rejetées au réseau d'assainissement en respectant les valeurs limites d'émission des eaux industrielles. Un trop-plein du bassin est prévu pour les cas de dysfonctionnement des pompes. L'orifice situé en aval du bassin est commun entre les rejets par le trop-plein ou par relevage par les pompes; une seule conduite permettant d'évacuer les eaux pluviales issues du bassin de régulation, jusqu'au réseau départemental.

Par ailleurs, le niveau du trop-plein est situé à une hauteur supérieure au niveau d'eau atteint en cas de pluie décennale. Le trop-plein ne remet pas en cause la capacité de rétention et de régulation du bassin pour une décennale.

Pour pouvoir évacuer les eaux du bassin en cas de dysfonctionnement des pompes ou d'opérations de maintenance, une vanne guillotine d'obturation sera installée sur l'évacuation fermée par défaut, et sera ouverte en cas de nécessité uniquement. Le rejet se fera à un débit conforme.

4.4.3 Valeurs limites d'émission des eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

4.5 Autosurveillance des rejets et prélèvements

L'exploitant suit les concentrations de ses rejets, en les analysant et en les interprétant, dans le cadre de son programme annuel d'autosurveillance, en application de l'article 60 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Si un incident susceptible de créer une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Les résultats de l'autosurveillance annuelle des effluents aqueux sur l'eau sont transmis par l'exploitant par le biais de l'application GIDAF sur internet, s'agissant d'effluents rejetés au réseau de raccordement à une station d'épuration collective.

5 - DÉCHETS PRODUITS

5.1 Principes de gestion

5.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination.

D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

De contribuer à la transition vers une économie circulaire ;

D'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

5.1.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-128-1 à R. 543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R. 543-171-1 et R. 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R. 543-195 à R. 543-200 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R. 541-225 à R. 541-227 du code de l'environnement.

Les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois doivent être traités conformément aux articles D. 543-281 à D. 543-287 du code de l'environnement.

5.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.

5.1.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

5.1.5 Déchets traités à l'intérieur de l'établissement

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

5.1.6 Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.7 Autosurveillance des déchets

5.1.7.1 Autosurveillance des déchets

Conformément aux dispositions des articles R 541-42 à R 541-48 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux établi conformément aux dispositions nationales et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

5.1.7.2 Déclaration

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

6 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

6.1 Dispositions générales

6.1.1 Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits et en particulier :

- les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site ;

- le cas échéant, le ou les scénarios d'expositions de la FDS-étendue correspondant à l'utilisation de la substance sur le site.

6.1.2 Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.

6.2 Substances et produits dangereux pour l'homme et l'environnement

6.2.1 Substances interdites ou restreintes

L'exploitant s'assure que les substances et produits présent sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment:

- qu'il n'utilise pas, ni ne fabrique, de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive 98/8 et du règlement 528/2012,

- qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants,

- qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n°1907/2006,

- qu'il n'utilise pas sans autorisation les substances telles quelles ou contenues dans un mélange listées à l'annexe XIV du règlement n° 1907/2006 lorsque la sunset date est dépassée.

S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.

6.2.2 Substances extrêmement préoccupantes

L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du

règlement n° 1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.2.3 Substances soumises à autorisation

Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement 1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après la mise à jour de ladite liste.

L'exploitant précise alors, pour ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement 1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise à l'Agence européenne des produits chimiques.

S'il bénéficie d'une autorisation délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement n°1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit. Le cas échéant, il tiendra également à la disposition de l'inspection tous justificatifs démontrant la couverture de ses fournisseurs par cette autorisation ainsi que les éléments attestant de sa notification auprès de l'agence européenne des produits chimiques.

Dans tous les cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

6.2.4 Produits biocides - Substances candidates à substitution

L'exploitant recense les produits biocides utilisés pour les besoins des procédés industriels et dont les substances actives ont été identifiées, en raison de leurs propriétés de danger, comme « candidates à la substitution », au sens du règlement n°528/2012. Ce recensement est mis à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an.

Pour les substances et produits identifiés, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection son analyse sur les possibilités de substitution de ces substances et les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

6.2.5 Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le climat)

L'exploitant informe l'inspection des installations classées s'il dispose d'équipements de réfrigération, climatisations et pompes à chaleur contenant des chlorofluorocarbures et hydrochlorofluorocarbures, tels que définis par le règlement n°1005/2009.

S'il dispose d'équipements de réfrigération, de climatisations et de pompes à chaleur contenant des gaz à effet de serre fluorés, tels que définis par le règlement n°517/2014, et dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500, l'exploitant en tient la liste à la disposition de l'inspection.

7 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES EMISSIONS LUMINEUSES

7.1 Dispositions générales

7.1.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

7.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

7.1.3 Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

7.2 Niveaux acoustiques

7.2.1 Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

7.2.3 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

7.3 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Les résultats de la mesure des niveaux vibratoires, notamment imposée suite à une plainte par le préfet, ainsi que les mesures prises par l'exploitant, doivent être communiqués à ce dernier.

7.4 Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux,
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure,
- les faisceaux des projecteurs sont orientés vers le bas afin de lutter contre la pollution lumineuse.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, en dehors des espaces le nécessitant, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

8.1 Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

8.2 Généralités

8.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Il distingue 3 types de zones :

- les zones à risque permanent ou fréquent ;
- les zones à risque occasionnel ;
- les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins.

Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux produits inflammables, l'exploitant définit :

- zone 0 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est présente en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- zone 1 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ;
- zone 2 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée, s'il advient qu'elle se présente néanmoins.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones, et en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent. Elles sont également tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

8.2.2 Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

8.2.3 Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

8.2.4 Contrôle des accès

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

8.2.5 Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Un seul sens de circulation est défini entre les places de remisage. La vitesse maximale sur le site est de 8 km / h.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Aucun bus ne sera stationné en dehors des emplacements de remisage prévus à cet effet. L'évacuation de bus pourra être réalisée immédiatement par les voies libres. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

La circulation des bus dans l'établissement est guidée. Au portail d'entrée, des rampes de données indiquent au chauffeur de bus la zone où il doit se diriger : choix de piste pour l'avitaillement en charge rapide, choix de la voie d'évitement vers la zone de charge lente, zone de lavage ou atelier de maintenance.

8.2.6 Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

8.3 Dispositions constructives

8.3.1 Comportement au feu

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

Les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée ou devant jouer un rôle dans la prévention des accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation, sont implantés et protégés vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les issues de secours donnant sur l'extérieur sont situées à moins de 50 m depuis tout point du bâtiment et aucun cul-de-sac de plus de 10 m n'existe.

8.3.2 Chaufferie(s)

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet.

8.3.3 Intervention des services de secours

8.3.3.1 Accessibilité

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention.

L'intervention des pompiers sur le site est possible via 2 accès :

- depuis la rue de la Haie Coq (accès principal) ;
- depuis la rue du Pilier (deux accès).

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'exploitant met à la disposition des services de secours externes tous documents utiles pour leur intervention, notamment, un plan d'intervention et les plans de niveaux matérialisant les emplacements des stations de charge et ceux des coupures d'urgence électriques.

8.3.3.2 Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Les voies à l'intérieur du site sont dimensionnées pour le passage de poids lourds et de véhicules de secours.

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie « engins ».

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres,

- la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres,
- la pente inférieure à 15 %.

8.3.3.4 Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Afin de garantir l'accessibilité permanente au site pour les moyens de secours, l'entrée du site est toujours maintenue dégagée.

8.3.3.5 Mise en station des échelles

Si des bâtiments ont une hauteur supérieure à 8 mètres , une voie « échelles » sur au moins une face, permettra la circulation et la mise en station des échelles aériennes pour l'accessibilité des services de secours .

8.3.3.6 Désenfumage

Le désenfumage des locaux est assuré en application de l'IT 246 par des exutoires représentant une surface minimale égale à 1/200ème de la surface des locaux à désenfumer.

L'atelier de maintenance est divisé en 5 cantons (de surface comprise entre 1073 et 1512 m²).

Les exutoires sont munis de commandes manuelles centralisées à proximité des accès et une commande manuelle au niveau de poste de sécurité incendie à l'entrée du site.

8.4 Dispositif de prévention des accidents

8.4.1 Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter, les appareils doivent être réduits au strict minimum.

Les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter, doivent être sélectionnés conformément aux catégories prévues par la directive 2014/34/UE, sauf dispositions contraires prévues dans l'étude de dangers, sur la base d'une évaluation des risques correspondante.

L'ensemble des installations et appareils sont inspectés afin de vérifier qu'ils soient en adéquation avec les préconisations faites dans l'étude ATEX. Les matériels utilisables et compatibles aux zones ATEX sont listés sur un registre, tel que le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE).

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

La signalisation des zones ATEX et des consignes adaptées sont affichées avant d'entrer dans ces zones, parmi lesquelles :

- le permis de feu doit être réalisé avant tout travail par point chaud,
- il est interdit d'utiliser des téléphones portables dans les zones ATEX,
- il est interdit d'apporter du feu dans les zones ATEX (et donc de fumer).

Le contrôle par thermographie infrarouge des installations est réalisé au moins une fois par an.

8.4.2 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique, comprenant les blocs autonomes d'éclairage de sécurité, est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant met en place des mesures afin de corriger les défauts relevés dans ledit rapport. Il consigne dans un registre ces mesures correctives. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les transformateurs de courant électrique sont situés à l'extérieur du bâtiment principal, dans des locaux clos largement ventilés.

Une campagne de mesures du niveau de champ magnétique devra être menée afin de vérifier le respect du seuil de 1 microtesla en bordure de la zone de prudence du transformateur.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Dans plusieurs zones accessibles de l'atelier (du bâtiment principal) et de la zone des compresseurs, sont installés des arrêts « coup de poing », bien signalés, permettant de couper l'alimentation électrique.

8.4.3 Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés à l'aide de systèmes de désenfumage naturel ou/et mécanique pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

8.4.4 Systèmes de détection et extinction automatiques

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.2.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les moyens de détection automatique incendie sont déployés au minimum au niveau des postes de charge rapide, de chaque conteneur abritant les compresseurs et les bouteilles de stockage en extérieur GNV, du hall de maintenance, de la chaufferie gaz.

Les zones à risques suivantes sont aussi pourvues d'un système de détection incendie (fumée) : le bâtiment principal, le local chaufferie, l'huilerie, le local groupe électrogène, le poste de charge batterie, le local peinture/carrosserie et le local contenant les armoires de stockage de produits inflammables.

Un système de détection incendie en extérieur au niveau du stockage en bouteille de GNV sera **impérativement** mis en place pour détecter tout début d'incendie.

Chaque conteneur des compresseurs GNV sera également équipé d'une détection automatique gaz asservie à l'électrovanne de coupure gaz..

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

8.4.5 Events et parois soufflables

En raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place :

- une paroi soufflable (toiture) de pression de rupture 20 mbar :
 - d'une surface minimale de 0,6 m² pour chaque conteneur abritant un compresseur GNV;
 - d'une surface minimale de 2 fois 1 m² pour le conteneur abritant les bouteilles de stockage GNV.
- un événement au sein de la plateforme de compression, qui collecte les gaz provenant :
 - de chaque conteneur abritant un compresseur GNV ;
 - du conteneur abritant les bouteilles de stockage GNV ;
 - des branches de distribution charge lente (canalisations en caniveau).

Cet événement rejette le gaz détendu à travers une cheminée en DN70 maximum, à une hauteur d'au moins 4 mètres au-dessus du sol, dans une zone sûre au sein de la zone de compression.

Ces événements et parois soufflables sont disposés de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion.

Tous les rejets de gaz émis lors des opérations de charge sont collectés et évacués localement de manière à assurer leur bonne dispersion et à ne générer aucun effet en dehors du site.

8.4.6 Protection contre la foudre

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée, à mettre en place sur le site avant la mise en service du GNV.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62 305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées et selon l'article 19 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée dans les deux ans, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62 305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation.

Le bâtiment principal dispose d'une protection SPF de niveau III.

8.4.7 Autres risques

L'implantation des installations respectent les distances minimales de sécurité suivantes :

- entre le stockage de gaz naturel et le stockage d'autres carburants : 6 mètres,
- entre le stockage de gaz naturel et un distributeur de carburants : 6 mètres,
- entre le stockage de gaz naturel et l'ouverture du bâtiment la plus proche du site : 3 mètres,
- entre le compresseur et l'ouverture du bâtiment la plus proche du site : 3 mètres,

- entre le compresseur / stockage GNV et la limite du site : 10 mètres (*),
- entre le compresseur / stockage GNV et la première place de parking : 6 mètres (*).

(*) Toutefois, dès lors que le capotage du compresseur et du stockage dispose des caractéristiques suivantes : les parois sont en matériaux de classe A1 (incombustible) et R90 (stable au feu de degré 90 minutes), les accès sont en matériaux de classe A1 (incombustible) et fermés à clef, la toiture est en matériaux de classe A1 (incombustible) et la masse de gaz présente dans le stockage est inférieure à 1 tonne : les distances sont ramenées à 3 mètres pour la limite de site et à 2 mètres pour la place de parking la plus proche.

8.5 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

8.5.1 Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

8.5.2 Rétentions et confinement

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Des dispositifs de confinements techniques et/ou organisationnels sont mis en œuvre pour confiner les eaux d'extinction incendie. Le confinement des eaux d'extinction est prévu en sous-sol de l'atelier hall de maintenance ouest et/ou bassin extérieur.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

V. Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1322 m³.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante :

- le volume d'eau d'extinction nécessaire sur 2 heures à la lutte extérieure contre l'incendie de l'atelier de maintenance et des bâtiments administratifs est celui déterminé à partir du document D9, soit 1 020 m³ (360 m³ pour le bâtiment administratif et 660 m³ pour l'atelier) ;

- le volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement (rétention) lorsque le confinement est externe. : 467 m³ (sur la base d'une surface de drainage vers le bassin, espaces verts exclus, de 46 688 m²). Ce volume d'eau est directement dirigé vers le bassin de rétention des eaux pluviales d'une capacité de 1 322 m³.

Le bassin de régulation des eaux pluviales est l'ouvrage qui réceptionnera la grande majorité des eaux d'extinction d'incendie (et eaux pluviales associés) ainsi que le hall ouest de l'atelier si celui-ci est sinistré. La capacité de bassin de 1 322 m³ cumulée avec celle du sous-sol de l'atelier est suffisante pour confiner l'ensemble des eaux d'extinction qui seraient générées, quelque soit le scénario d'incendie envisagé.

Le confinement des eaux d'extinction au sein du bassin sera assuré par la mise à l'arrêt des pompes de relevage, qui permettent de vider le bassin vers le réseau d'eaux pluviales.

Un protocole définissant la procédure de confinement des eaux d'extinction sera mis en œuvre et testé lors d'exercices d'incendie.

La vidange suivra les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, est collecté dans un bassin de confinement d'une capacité minimum de 1322 m³.

Le bassin est dimensionné afin de permettre de contenir les besoins de stockage des eaux de pluie et d'arrosage et d'un incendie majeur sur le site.

Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

8.5.3 Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

8.5.4 Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

8.5.5 Stockage sur les lieux d'emploi

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des mélanges dangereux sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

8.5.6 Transports - chargements – déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et conçues de manière à pouvoir récupérer des effluents accidentellement répandus. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

8.5.7 Elimination des substances ou mélanges dangereux

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

8.6 Dispositions d'exploitation

8.6.1 Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Des rondes sont réalisées aussi bien le jour que la nuit. Un gardien est présent en permanence, et surveille depuis son poste, la totalité du site pour donner l'alerte rapidement et intervenir.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Une procédure d'accueil des visiteurs est en place.

8.6.2 Travaux

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectent une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

8.6.2.1 Contenu du permis d'intervention, de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les zones de travaux couvertes par le permis de feu,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux,
- le plan de circulation du site.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies, et d'un accord pour démarrage de l'intervention.

À l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

8.6.3 Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

8.6.4 Consignes d'exploitation et de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, intégrées dans des procédures générales et / ou dans les procédures et instructions de travail spécifiques, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion (les zones abritées réservées aux fumeurs sont signalées) ;
- la signalisation des zones ATEX et des contraintes associées ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;

- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment les conditions d'évacuation de ces déchets et eaux souillées par cet épandage accidentel ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 8.5.2;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;
- Les procédures et mesures organisationnelles pour assurer le déplacement de véhicules en cas d'incendie.

8.6.5 Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Assurer, en cas d'incendie, le déplacement des véhicules les plus proches du sinistre. Cette mesure nécessite la mise en place par l'exploitant de procédures strictes et de mesures organisationnelles.

8.6.6 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

L'organisation de la formation du personnel ainsi que la définition et l'adéquation du contenu des formations font l'objet d'un plan annuel tenu à jour, et à disposition de l'inspection des installations classées.

8.7 Mesures de maîtrise des risques

8.7.1 Liste des mesures de maîtrise des risques

L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

8.7.2 Surveillance et détection des zones de dangers

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle.

Le Centre Bus d'Aubervilliers est doté d'un Système de Sécurité Incendie (SSI) de catégorie A équipé d'un équipement de contrôle et signalisation et de déclencheurs manuels répartis sur le centre. Les équipements centraux du SSI sont installés au poste de garde et surveillés par un agent SSIAP1.

L'Unité de Gestion d'Alarme (UGA) intégrée au Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie (CMSI) permet d'assurer la diffusion de l'alarme générale en tout point du centre Bus d'Aubervilliers en cas de sinistre. Un agent SSIAP est présent 24H/24H et 7j/7 au poste de sécurité à l'entrée du centre bus. Il est chargé d'exploiter les alarmes incendie, gaz et techniques. En cas de déclenchement d'une alarme, l'agent prévient immédiatement l'exploitant afin de réaliser une levée de doute (des employés de maintenance qualifiés travaillent 24H/24H sur le site et sont chargés de ces levées de doute). Il est en charge de donner l'alerte auprès des secours en cas d'incendie. Il bénéficie d'une ligne téléphonique.

L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarmes sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation,
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.

Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte-rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.

- Détecteurs incendie

Un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place dans le bâtiment principal (hall de remisage, hall de maintenance, local chaufferie gaz, local huilerie, local groupe électrogène, local charge batterie, local peinture / carrosserie et local contenant les armoires de stockage de produits inflammables), aux postes de charge rapide, dans les conteneurs compresseurs et stockage GNV.

- Détecteurs gaz

Un système de détection automatique gaz conforme aux référentiels en vigueur est mis en place dans le bâtiment principal (hall de maintenance, local chaufferie gaz), aux postes de charge rapide et dans les conteneurs de compresseurs et de stockage GNV.

8.7.3 Alimentation électrique

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

8.7.4 Utilités destinées à l'exploitation des installations

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

8.8 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

8.8.1 Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à combattre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

L'exploitant tient à jour la liste de l'ensemble des moyens d'intervention ainsi que le plan de leur localisation.

8.8.2 Entretien des moyens d'intervention

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Extincteurs	Annuelle
Poteaux d'incendie	Annuelle
Blocs autonomes d'éclairage de sécurité	Annuelle
Systèmes de désenfumage	Annuelle
Robinets incendie armés	Annuelle
Détection automatique de gaz	Annuelle
Détection automatique incendie et gaz de combustion	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle

8.8.3 Ressources en eau et mousse

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à combattre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- **un réseau d'eau d'incendie** sur les trois poteaux d'incendie DN 100 privés suivants :
 - o n°930010081 (60 m³/h), situé au nord du hall d'entretien ouest, à 300 mètres de l'entrée ;

- n°930010224 (60 m³/h), situé derrière l'atelier du parc aux roues, à 180 mètres de l'entrée de la rue de la Haie Coq ;
- n°930010225 (60 m³/h), situé à l'angle du magasin des pièces détachées, à 45 mètres de l'entrée.
- Les points d'eau incendie publics les plus proches sont les bouches d'incendie situées :
 - rue du pilier : au n°25 (n°930010005), face au n°16 (n°930010201) et au n°6 (n°930010213) ;
 - rue de la Haie Coq : au n°26 (n°930010006) et au n°18 (n°930010108) ;
quai Lucien Lefranc, au n°39 (n°930010279, gros débit).

L'exploitant déplacera conformément aux normes NF EN 14384/CN et NF S 62-200, les poteaux d'incendie DN 100 privés n°930010225 et n°930010224, respectivement situés à l'angle Sud-est et à l'angle Nord-ouest de l'ancien parc aux roues. L'un de ces deux poteaux d'incendie DN 100 privé sera modifié en poteau d'incendie DN 150 privé, conformes à la norme NF EN 14384/CN.

L'exploitant s'assurera du dimensionnement du réseau d'adduction d'eau de manière à obtenir, indépendamment des besoins spécifiques des bâtiments implantés, un débit simultané de 510 m³/h réparti de la façon suivante :

- **débit simultané de 180 m³/h sur site**, réalisé sur deux des trois poteaux incendie privés du site, n°930010224, n°930010225 et n°930010081 ;

- **débit simultané de 330 m³/h sur les points d'eau incendie du réseau d'eau public**, alimentés sur réseau d'eau maillé et distants au plus de 800 mètres des entrées du site, cette distance étant mesurée en empruntant un cheminement praticable par les engins d'incendie et de secours. La vitesse de l'eau ne doit jamais dépasser 3 m/s à l'intérieur des canalisations.

L'exploitant signalera ou identifiera les PEI selon les dispositions du chapitre 4 paragraphe 2 du Règlement Interdépartemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RIDDECI), pris par arrêté préfectoral n°2017-00251 du 5 avril 2017. La signalisation devra être positionnée pour la visite de réception.

L'exploitant fera réaliser la visite de réception et fera établir un procès-verbal des PEI selon les dispositions du chapitre 4 paragraphe 1.2 du RIDDECI.

L'exploitant transmettra au bureau prévention de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris-groupe DECI (mail : bureauprevention.deci@pompiersparis.fr) les attestations de conformité, les procès-verbaux de réception des PEI et l'attestation du débit simultané, afin que la reconnaissance opérationnelle initiale puisse être effectuée.

- **des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques**, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement (à raison d'un tous les 15 mètres) et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- **des robinets d'incendie armés (RIA)** dans le bâtiment principal ;
- **d'un système de détection automatique d'incendie** ;
- **des réserves de sable meuble et sec** convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie du site sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

En cas de défaut d'alimentation du surpresseur qui met en pression le réseau des RIA, celui-ci est secouru électriquement.

En cas d'arrêt d'approvisionnement en eau, le site ne disposant plus de ces moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant en informera immédiatement les services de secours externes et leur communiquera régulièrement l'évolution de la situation.

L'exploitant prendra alors les mesures temporaires pour pallier l'absence des moyens incendie, qui peuvent être un arrêt des installations GNV et de la charge en attendant le rétablissement de l'alimentation en eau. L'exploitant assure en premier lieu la sécurité des personnes et des biens en mettant en sécurité les installations (arrêt de la station de compression GNV).

8.8.4 Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'équipiers de première intervention spécialement formés à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

8.8.4.1 Système d'alerte interne

Le système d'alerte interne et ses différents scénarios sont définis dans un dossier d'alerte.

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.

Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux...) permettent la gestion de l'alerte.

Des appareils de détection adaptés, sont mis en place à proximité de l'installation classée autorisée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.

9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

9.1 Dispositions particulières applicables à l'utilisation (transport, compression, stockage et distribution) de gaz naturel pour véhicules (GNV)

9.1.1 Généralités

La partie 9-1 concerne l'ensemble des installations relatives à la distribution de GNV depuis le raccordement au réseau aux postes de charge rapide et ceux de charge lente (comportant les canalisations, les compresseurs, les stockages et la distribution).

9.1.1.1 Implantation

Les installations sont implantées de telle sorte que les effets létaux liés à un éventuel accident restent dans les limites de l'établissement.

La distance entre les potelets de charge lente au Nord et les limites de l'établissement et la voie publique étant inférieure à la longueur de flexible + 2 m, un mur REI 120 de hauteurs comprises entre 4,5 m et 5 m sera interposé le long des places de remisage en limite de site.

La distance entre les appareils de distribution au niveau du hall de charge et les ouvertures ou issues de locaux administratifs étant inférieure à 5 mètres, les parois de séparation et les portes seront REI 120.

9.1.1.2 Poste de livraison de GNV

Le raccordement au gaz naturel du site se fera au niveau de la rue de la Haie Coq à partir du réseau moyenne basse pression.

L'exploitant tiendra à disposition de l'exploitant le contrat de raccordement.

Le poste de livraison du gaz du site est être aménagé de façon à se trouver en atmosphère dite non-confinée.

Toutes dispositions sont prises pour limiter les effets de nature incidentelles ou accidentelles sur le site dont le poste de livraison de gaz serait la source.

Toutes dispositions sont prises pour que les activités du site ne portent pas atteinte au poste de livraison de gaz.

Le poste de raccordement est accessible afin de permettre une action des secours. Son accès et son utilisation sont réservés uniquement au fournisseur de GNV.

La canalisation d'alimentation du site chemine en pleine terre, du point de livraison de GNV jusqu'à la station de compression. La canalisation de diamètre DN200, est en polyéthylène haute densité (PEHD).

Les éléments de sécurité le long de cette canalisation comprennent :

- une vanne de sectionnement manuelle dans un regard enterré (VM1), située au pied du mur de clôture du point de livraison de GNV se trouvant sur le domaine public,
- une vanne de sectionnement manuelle dans un regard enterré (VM2),
- une vanne de sectionnement manuelle aérienne (VM3) dite « pompier », située en entrée de station de compression, sous coffret dormant,
- un volant de manœuvre ou un dispositif équivalent présent sur la vanne de sectionnement.

Conformément à la réglementation Directive équipements sous pression (DESP), l'exploitant a à sa disposition la documentation liée aux vérifications avant mise en service de la canalisation. Celle-ci comprend, entre autres :

- le(s) certificat(s) matière(s),
- la qualification des soudeurs,
- le contrôle radiographique des soudures sur toute la canalisation.

Durant l'exploitation, le contrôle d'absence de cycles de pression dans la canalisation est constamment réalisé.

L'exploitant tient à jour un registre, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, qui comprend :

- Le contrôle de la corrosion sur la protection cathodique réalisé 1 fois par semaine,
- La maintenance préventive des vannes réalisée au minimum une fois par mois.

Le débit d'alimentation en gaz du site est au maximum de 3900 Nm³/h avant l'entrée dans la zone « compresseur ». Un limiteur de débit mécanique est installé pour s'assurer de ne pas dépasser la valeur limite maximale de 4650 Nm³/h, soit une marge de sécurité accordée pour ne pas impacter les performances attendues en terme de débit de l'installation.

Des procédures sont mises en place avec le fournisseur de GNV afin, de pouvoir, si nécessaire, intervenir rapidement pour couper l'alimentation en gaz (vannes manuelles de sectionnement en amont et en aval du coffret de raccordement).

9.1.1.3 Choix et résistance des matériaux – Contrôle

La pression maximale de service de l'installation est limitée à 300 bars. Les manomètres permettent d'avoir une lecture à pleine échelle qui ne soit pas inférieure à 1,2 fois la pression de service maximale. Les manomètres de l'ensemble de l'installation ont les mêmes unités de lecture.

Les circuits de fluide (compresseurs et équipements annexes, réservoirs et canalisations) sous pression sont conformes aux textes législatifs et réglementaires en vigueur (renouvellement des contrôles et épreuves notamment) et aux règles de l'art et sont vérifiés régulièrement.

La résistance mécanique et l'étanchéité de l'ensemble de l'installation sont contrôlées après montage par des moyens appropriés, notamment des épreuves (essai hydrostatique, essai d'étanchéité, etc.)

Avant la mise en fonctionnement des bornes de charge gaz, sont réalisés au moins les essais suivants :

- évaluation de la construction, des matériaux utilisés et de leur mise en œuvre ;
- contrôle des zones dangereuses et des matériels électriques utilisés ;
- essai de la résistance à la pression d'essai ;
- essai d'étanchéité dans des conditions de fonctionnement normal ;
- contrôle du bon fonctionnement, y compris des dispositifs de sécurité ;
- prévention de l'aspiration d'air dans les parties du système contenant du gaz naturel.

Un certificat de ces contrôles et épreuves est établi par l'installateur est remis à l'exploitant.

Ces essais sont renouvelés après toute réparation pouvant intéresser la résistance et l'étanchéité des réservoirs ou des équipements annexes.

Un manuel qualité, pour l'ensemble des installations, est établi par l'installateur et remis à l'exploitant.

En complément, l'exploitant assure mensuellement un contrôle visuel de l'ensemble des installations GNV pour s'assurer à minima de l'absence de corrosion sur les équipements situés à l'extérieur et du bon état général des flexibles et des pistolets. Les équipements de sécurité font l'objet d'une vérification au moins annuelle par un organisme externe.

Ces contrôles périodiques sont suivis dans un registre tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.

9.1.1.4 Tuyauteries

Les canalisations de transfert GNV sont protégées des chocs physiques grâce aux dispositifs suivants :

- Les canalisations en caniveau entre sont situées à 40 cm de profondeur. Les caniveaux sont équipés de grilles supportant le passage des poids lourds et en cas d'absence de la grille de protection, la largeur du caniveau ne permet pas le contact entre la canalisation et la roue d'un véhicule.
- Les remontées / descentes des canalisations aériennes sont protégées contre les chocs par des protections physiques de type arceaux en acier galvanisé. Les canalisations aériennes desservent la zone de charge rapide – en passant par la toiture du bâtiment, à 8 mètres de haut – et les zones de charge lente 4-A et 4-B par des portiques à 4,5 m de haut.

Les matériaux constitutifs, les dimensions et les modes d'assemblage des tuyauteries sont choisis pour résister aux actions mécaniques, physiques et aux actions chimiques dues aux produits transportés. Elles sont remplacées selon les mêmes modalités, aussi souvent que nécessaire au maintien en sécurité des installations.

Le nombre de raccord est réduit à minimum.

Les canalisations GNV sont équipées de soupapes de sécurité et d'une détection de pression basse au refoulement des compresseurs permettant la détection de fuite. En cas de détection pression basse, l'installation de compression sera arrêtée, les électrovannes d'isolement sur le circuit GNV seront fermées automatiquement.

Le temps de réaction des électrovannes d'isolement du circuit GNV de l'ensemble du site est inférieur à 30 secondes. Il est testé au moins 1 fois par mois par l'exploitant qui en enregistre le suivi dans un registre qui peut être informatisé.

L'exploitant met en place une procédure de vidange et d'inertage des canalisations GNV avant toute intervention.

Les canalisations aériennes ou en caniveau et les manœuvres des vannes sont inspectées lors de la vérification annuelle des équipements de sécurité par un organisme externe. Ces contrôles sont consignés dans un registre tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

9.1.1.5 Événements

Toutes mesures sont prises pour l'évacuation, à l'extérieur, sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'inconfort quelles que soient les conditions météorologiques, du gaz provenant des soupapes de sûreté dont chaque élément sous pression doit être doté. Les événements de sécurité sont conçus en tenant compte des effets défavorables de la pluie, de la condensation, des corps étrangers et de la rouille.

Le raccordement des événements de sûreté ne doit pas empêcher le fonctionnement des détendeurs.

La mise à l'air libre des enceintes confinées est interdite. Le débouché du ou des événements est situé à plus d'un mètre au-dessus du faîtage de tout bâtiment présent dans un rayon de cinq mètres, au moins à trois mètres au-dessus du sol et à une distance d'au moins trois mètres des ouvertures des bâtiments.

Les orifices d'échappements des soupapes des réservoirs sont munis d'un chapeau éjectable (ou d'un dispositif équivalent), le jet d'échappement des soupapes s'effectue de bas en haut, sans rencontrer d'obstacle et notamment de saillie de toiture.

9.1.1.6 Dispositifs de sécurité et de moyens de secours

Un dispositif automatique de sécurité positive de coupure du gaz est installé en aval du poste de détente asservi à la détection gaz de la station GNV, ce dispositif est doublé par une commande manuelle.

Tous les équipements sous pression sont équipés de soupapes de sécurité adaptées et reliées aux événements.

Des dispositifs d'arrêt d'urgence manuel et automatique permettent à la fois d'isoler tous les équipements électriques situés à l'intérieur des zones de sécurité et de fermer les vannes ayant fonction de sécurité (Mise en Sécurité Ultime : MSU). Ces dispositifs sont répartis judicieusement et situés de façons accessibles à une distance de sécurité des éléments critiques.

Les vannes de sécurité sont à sécurité positive « automatique ».

Pour des opérations courantes (compresseur en fonctionnement) le personnel intervenant dans les conteneurs accueillant les installations de compression doivent être habilités ATEX (avec l'outillage adapté ATEX).

Si les conditions ci-dessus ne peuvent pas être remplies, les installations sont vidangées, inertées et consignées avant toute intervention à l'intérieur des conteneurs.

Des systèmes de détection gaz et de détection incendie sont mis en place. Les détecteurs sont placés de manière judicieuse dans les zones où des fuites de gaz sont susceptibles d'avoir lieu (stockage, etc.).

La détection de gaz, au seuil maximum correspondant à 25 % de la LIE entraîne la mise en sécurité ultime (MSU) de l'installation, l'information du personnel (alarme sonore et visuelle) et la mise en œuvre des consignes de sécurité correspondantes. L'installation est réalisée conformément aux normes en vigueur.

Les moyens de secours sont disposés de façon bien visible et leur accès est maintenu constamment dégagé. Les équipements sont protégés du gel éventuel et vérifiés tous les ans par une entreprise agréée ; ces vérifications sont consignées sur un registre tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. Le personnel est entraîné régulièrement à leur manœuvre.

L'établissement est équipé d'un dispositif d'alarme sonore et visuelle destiné à inviter le personnel à quitter l'établissement en cas d'incendie.

Une plaque indicatrice de manœuvre est installée de manière inaltérable près des dispositifs ayant des fonctions de sécurité.

Les équipements importants pour la sécurité doivent être secourus par un groupe électrogène. L'exploitant établit la liste des équipements devant être secourus.

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de gaz ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques sont reliées électriquement entre elles en permanence ainsi qu'à une prise de terre.

9.1.1.7 Consignes de sécurité et d'exploitation, et MSU²

Des consignes de sécurité écrites (plan d'urgence) spécifique au risque « gaz », fixant la conduite à tenir en cas de fuite et/ou d'incendie (alarme, alerte, évacuation du personnel, ouverture des portes, personnes chargées de guider les sapeurs-pompiers, etc.) et décrivant les procédures d'arrêt d'urgence sont établies, reportées dans le dossier installations classées prévu à l'article 7.2.2 du présent arrêté et affichées dans les différents locaux. Ces consignes sont réalisées et adaptées pour chacun des différents équipements (stockage, atelier, distribution, compresseurs, etc.)

La MSU (Mise en Sécurité Ultime) comprend au minimum les opérations suivantes :

- mise hors tension des équipements électriques à l'exception des organes de sécurité et installations électriques adaptées en milieu explosif ;
- coupure de l'alimentation gaz (en amont de la plateforme de compression, notamment) ;
- l'arrêt des compresseurs ;
- l'isolement du stockage GNV ainsi que des postes de charge ;
- le transfert des gaz entre le compresseur, le stockage et l'unité de distribution ainsi qu'entre les différentes sections de stockage doit être stoppé. Si plusieurs distributeurs sont raccordés à un même stockage, la fourniture de gaz peut être stoppée par des vannes communes.

Cette MSU est déclenchée sur pression haute dans l'ensemble du circuit gaz des installations GNV.

Des consignes d'exploitation, spécifiques à l'utilisation du GNV, fixant la conduite à tenir, notamment en cas de MSU (Mise en Sécurité Ultime) et lors de la remise en exploitation après mise en œuvre de la MSU, sont établies et reportées dans le dossier installations classées prévu à l'article 2.7.2 du présent arrêté. Le personnel est régulièrement informé de ces consignes et formé aux moyens de secours (moyens d'intervention).

Toutes dispositions sont prises pour écarter du voisinage des zones dangereuses (cf. article 8.2.1 du présent arrêté) tout foyer éventuel d'incendie : bus, dépôt de bois, toute accumulation de déchets ou des produits combustibles, huiles, etc.

Les systèmes sont purgés par du personnel qualifié, selon une procédure définie par l'exploitant. Un permis de travail ou de feu est réalisé. Les purges sont réalisées dans des endroits suffisamment aérés pour éviter toute formation d'atmosphère explosive et ne doivent pas générer de nuisance ou de risque pour le voisinage. Les gaz issus des purges des véhicules sont collectés dans un réservoir de récupération possédant une soupape de sécurité.

La ventilation naturelle permanente du hall de remisage des bus est assurée par l'amenée d'air venant du hall d'entrée. La détection gaz prévue à l'article 8.4.4 du présent arrêté est composée de détecteurs judicieusement répartis, conformément aux normes en vigueur.

Le stationnement des bus est organisé par l'exploitant de manière à permettre une accessibilité aisée aux services de secours et à faciliter leur évacuation en cas d'incendie.

La circulation des véhicules au GNV sur le site est étudiée afin de limiter les risques de collision entre véhicules ou avec les équipements (compresseurs, événements, etc.).

²MSU : Mise en Sécurité Ultime

9.1.1.8 Règles de circulation

Les pistes et les aires de stationnement des bus permettent une évacuation en marche avant des dits bus.

Les pistes et les voies d'accès ne sont pas en impasse, sauf dans le cas de distribution de gaz naturel ou de biogaz sans présence du conducteur durant la phase de remplissage.

L'exploitant dispose d'un plan de circulation définissant notamment un seul sens de circulation entre les places de remisage, le stationnement en marche arrière pour les bus standard et le stationnement traversant pour les bus articulés et une vitesse maximale de 8 km/h pour tous les véhicules.

9.1.2 Compression

9.1.2.1 Implantation / construction

L'implantation des compresseurs respecte une distance minimale :

- de 3 m vis-à-vis des limites du site (*),
- de 2 m vis-à-vis de la place de parking la plus proche (*),
- de 3 m vis-à-vis des ouvertures des bâtiments du site.

(*) distances qui ont été aménagées sous réserve du respect des règles de capotage du compresseur : les parois sont en matériaux de classe A1 (incombustible) et R90 (stable au feu de degré 90 minutes), les accès sont en matériaux de classe A1 (incombustible) et fermés à clef, la toiture est en matériaux de classe A1 (incombustible)

La zone de compression, localisée à l'air libre, est protégée des chocs mécaniques extérieurs (véhicules) et située sur une plateforme surélevée de 20 cm par rapport au niveau de circulation des véhicules. Elle est délimitée par une clôture périphérique comprenant un grillage de 2,50 m de haut et une glissière de sécurité.

Un panneau installé sur la porte d'accès de cette plateforme rappelle l'interdiction de stationner devant cette porte, ainsi que l'interdiction d'accès à cette plateforme à toutes personnes non autorisées.

Les équipements installés sur cette plateforme sont les suivants :

- un sécheur de gaz,
- 5 compresseurs de gaz dont les caractéristiques sont :
 - 5× 999 Nm³/h (dont 1 compresseur en secours),

Le débit total de l'installation de compression est limité à 3996 Nm³/h grâce à un limiteur de débit mécanique. Cette installation ne fonctionnera pas avec tous ses compresseurs simultanément : l'un des compresseurs sera toujours au repos et ne sera utilisé qu'en cas de panne ou lors de la maintenance.

- une armoire de répartition,
- un stockage de GNV en bouteilles,
- un poste d'alimentation électrique TGBT d'une puissance maximale de 800 Kva,
- un local technique.

Chaque compresseur (et équipements associés) est implanté dans un conteneur individuel.

Les conteneurs seront implantés dans une enceinte clôturée d'au moins 2 mètres de hauteur et protégés contre les risques de heurts (par des murets en soubassement ou des glissières en béton armé par exemple).

9.1.2.2 Dispositifs de sécurité

Ces conteneurs sont exclusivement affectés à la compression et maintenus en parfait état de propreté ; tout stockage de matières combustibles, inflammables ou gazeuses y est strictement interdit.

Le chauffage des conteneurs ne peut se faire qu'au moyen d'eau chaude, de vapeur ou d'air chaud produit à l'extérieur, ou d'un radiateur électrique antidéflagrant agréé pour les atmosphères explosives.

Ces conteneurs présentent les éléments de sécurité suivants :

- conteneurs insonorisés et fermés à clés en matériaux incombustibles (classe A1) et stables au feu de degré 90 minutes (R90), de tenue de pression 200 mbar, avec un toit soufflant permettant d'évacuer les effets de pression vers le haut, l'ouverture de la porte du conteneur provoque l'arrêt du compresseur. Cependant, dans le cadre de la maintenance, une procédure pourra permettre de maintenir le compresseur en fonctionnement et la porte ouverte.
- des ouvertures en parties basse et haute du conteneur permettent une ventilation naturelle afin d'éviter la création d'une atmosphère toxique ou explosive en cas de fuite,
 - si la ventilation naturelle n'est pas suffisante, un dispositif de ventilation mécanique (qui renouvelle le volume d'air du conteneur 8 fois par heure) asservi à la détection gaz (seuil de 25 % LIE atteint) se met en route,
- dans chaque conteneur, un dispositif de détection incendie est couplé avec une vanne automatique de sectionnement (à sécurité positive) de l'arrivée gaz des installations GNV et une alarme sonore et visuelle reportée dans le système de sécurité incendie du centre,
- dans chaque conteneur, un dispositif de détection de gaz déclenche des actions selon les seuils détectés :
 - la détection du seuil 10 % LIE du gaz naturel entraîne une alarme sonore et visuelle à l'intérieur et à l'extérieur du conteneur compresseur,
 - la détection du seuil 25 % LIE du gaz naturel entraîne le déclenchement de la MSU (Mise en Sécurité Ultime) tel que définie à l'article 9.1.1.7,
- à l'extérieur du conteneur, près de la porte d'accès, un bouton poussoir d'arrêt d'urgence déclenche la MSU, avec notamment l'arrêt de l'installation et la fermeture automatique de la vanne d'arrivée GNV au niveau de la station de compression sur enclenchement,
- des vannes manuelles d'isolement sont implantées à l'extérieur, en amont des systèmes de compression,
- dans chaque conteneur, des soupapes de sécurité sont implantées à chaque étage de compression, qui purgent vers l'évent principal de la plateforme de compression,
- des pressostats de sécurité de pression de gaz sont couplés à des vannes automatiques (à sécurité positive) de sectionnement de l'alimentation gaz des compresseurs (coupure sur seuil haut ou bas),
- une détection de température et de débit du circuit de refroidissement et de lubrification (sur compresseur) sont couplés à des vannes automatiques (à sécurité positive) de sectionnement de l'alimentation gaz des compresseurs (coupure sur seuil haut ou bas) ; ce circuit présente un affichage de contrôle,

- un dispositif de séchage et des filtres pour épuration du gaz avant transfert vers le stockage tampon en bouteilles,
- un dispositif anti-retour sur la canalisation de refoulement des compresseurs.

La ventilation mécanique dans le conteneur dispose des caractéristiques suivantes :

- une commande manuelle y est présente,
- tout dysfonctionnement de la détection gaz ou de la ventilation mécanique doit entraîner la mise en sécurité des installations (déclenchement de l'alarme et MSU),
- en cas d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation provoquée par le système de détection de gaz, la ventilation mécanique continue de fonctionner a minima pendant 1/2 heure,
- en cas de mise en sécurité déclenchée par une détection incendie, la ventilation mécanique est mise à l'arrêt.

9.1.2.3 Compresseurs et annexes

Un dispositif de séchage et de filtration du gaz est installé en amont et en sortie de chaque compresseur et est maintenu en bon état de fonctionnement.

Le système de séchage est équipé d'un hydromètre permettant la mesure d'humidité avec affichage numérique des données sur un automate de supervision situé dans le local technique de la station de compression. Cet automate de supervision transmet en direct les informations au prestataire de maintenance qui, en cas d'anomalie détectée, intervient à distance sur le système, ou se déplace sur site pour la résolution du problème, dans un délai proportionné au niveau d'urgence.

En sortie du compresseur, le gaz, d'une pression comprise entre 250 et 300 bars, chauffé par la compression est refroidi par des échangeurs à eau en circuit fermé pour atteindre une température inférieure ou égale à 50 °C.

Quelle que soit la configuration des compresseurs, l'un d'eux est toujours à l'arrêt et disponible pour servir de secours. Le débit de gaz total en sortie de l'ensemble des compresseurs en marche est limité à 3 996 Nm³/h.

Les compresseurs sont conçus pour opérer en toute sécurité et pour pouvoir fonctionner en continu en pleine charge. Ils sont munis d'un dispositif adapté qui protège le système contre des pulsations de pression inadmissibles.

Les compresseurs et leurs équipements annexes (conteneurs les abritant, raccords d'entrée et de sortie...) sont conçus et pourvus de moyens suffisants pour minimiser la transmission des vibrations mécaniques vers la structure.

Les compresseurs :

- sont individuellement munis d'une plaque accessible sur laquelle leurs caractéristiques sont reportées,
- disposent d'un compteur d'heures de marche,
- sont équipés de moteurs de type antidéflagrant,
- sont équipés de filtres empêchant la pénétration des poussières maintenus en bon état de propreté,

- si le compresseur comporte plusieurs étages de compression, le gaz est convenablement refroidi à la sortie de chaque étage intermédiaire du compresseur. Des thermomètres permettent de lire la température du gaz à la sortie de chaque étage des compresseurs.
- le redémarrage des compresseurs est obligatoirement manuel ainsi que la remise en service du système de régulation. Des voyants sont présents pour indiquer que les appareils sont sous tension et que les moteurs sont en fonctionnement. Les compresseurs se coupent en toute sécurité en cas de perte d'alimentation électrique.

Toutes dispositions sont prises pour éviter les entrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux, en particulier en cas de déclenchement du dispositif de MSU. La séquence d'arrêt qui enclenche alors la fermeture de l'ensemble des vannes de sécurité inclut notamment une fermeture différée de la vanne d'isolement située à l'admission du poste de compression afin d'éviter toute aspiration d'air dans la conduite en dépression pendant l'arrêt d'urgence.

9.1.2.4 Consignes de sécurité et d'exploitation

Outre les consignes déjà prévues dans le présent arrêté, il est interdit de fumer, d'apporter du feu sous une forme quelconque ou d'effectuer des travaux susceptibles de produire des étincelles dans l'enceinte des conteneurs des compresseurs ou à leur proximité immédiate.

L'exploitant installe, près des accès des zones à risque incendie, une plaque indicatrice de manœuvre des équipements de sécurité et des extincteurs adaptés aux risques, bien visibles et facilement accessibles.

Les différentes opérations effectuées pour la vérification, le remplacement et la maintenance de l'ensemble des dispositifs (séchage, filtration, pressostat, etc.) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Toutes les opérations ou constatations effectuées au cours de l'exploitation sont suivies dans un livret d'entretien. Les comptes-rendus des interventions prescrites par la réglementation sont annexés aux dossiers de contrôle dans lesquels sont rassemblés les documents concevant les divers éléments de l'installation (plans, états descriptifs, consignes d'exploitation, procès-verbaux ou certificats d'essais, etc.).

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation des opérateurs à la sécurité.

9.1.3 Stockage de gaz comprimé

9.1.3.1 Implantation

Le stockage de gaz comprimé est situé dans deux conteneurs faits de matériaux incombustibles (classe A1) et stables au feu de degré 90 minutes (R90), insonorisés et fermés à clef. Ces conteneurs de 7 m³ environ chacun (2,6 m² de surface au sol et 2,6 m de hauteur) se trouvent sur la zone de compression décrite au 9.1.2.1, à proximité des conteneurs abritant les compresseurs.

L'implantation du stockage de gaz respecte les distances minimales suivantes :

- 10 m des limites de propriété,
- 6 m de la place de parking la plus proche,
- 6 m des stockages d'autres carburants,
- 6 m des distributeurs de carburants,
- 3 m des ouvertures des bâtiments du site.

Toutes dispositions sont prises pour supprimer la formation d'un jet enflammé en dehors des limites de l'établissement à partir du stockage.

9.1.3.2 Dispositifs de sécurité

Le gaz est stocké dans 135 bouteilles de 90 litres, alimentées directement par le système de compression et l'armoire de répartition. Lors de la distribution, le gaz est déstocké en cascade par paliers, de manière à garantir un remplissage rapide.

Dans une bouteille, le gaz atteint une pression de 250 bar. Les bouteilles sont équipées de soupapes tarées à 275 bar, pression pouvant être atteinte dans le cas où elles seraient prises dans un feu.

Le conteneur de stockage est exclusivement affecté au stockage des réservoirs de gaz est maintenu en parfait état de propreté. Tout stockage d'autres matières combustibles, inflammables ou gazeuses y est strictement interdit.

Les éléments suivants contribuent à la sécurité du conteneur de stockage :

- ce conteneur insonorisé et fermé à clé est en matériaux incombustibles (classe A1) et stables au feu de degré 90 minutes (R90), de tenue de pression 200 mbar, avec un toit soufflant d'une surface minimale de 1,32 m² et de pression de rupture 20 mbar, pour évacuer les effets de pression vers le haut,
- les bouteilles de stockage sont équipées de dispositifs d'ancrage/fixation pour éviter leur chute,
- des ouvertures en parties basse et haute du conteneur permettent une ventilation naturelle du milieu afin d'éviter la création d'une atmosphère toxique ou explosive en cas de fuite,
 - si la ventilation naturelle n'est pas suffisante, un dispositif de ventilation mécanique (qui renouvelle le volume d'air du conteneur 8 fois par heure) asservi à la détection gaz (seuil de 25 % LIE atteint) se met en route,
- un dispositif de détection incendie est couplé avec une vanne automatique de sectionnement (à sécurité positive) de l'arrivée gaz des installations GNV et une alarme sonore et visuelle reportée dans le système de sécurité incendie du centre,
- un dispositif de détection de gaz déclenche des actions selon les seuils détectés :
 - le déclenchement du seuil 10 % LIE du gaz naturel entraîne une alarme sonore et visuelle à l'intérieur et à l'extérieur du conteneur compresseur,
 - le déclenchement du seuil 25 % LIE du gaz naturel provoque la MSU telle que définie à l'article 9.1.1.7,
- des vannes manuelles d'isolement sont implantées à l'extérieur, en amont et en aval des systèmes de stockage,
- des soupapes de sécurité sont implantées sur le circuit de gaz,
- des manomètres et dispositifs de contrôle du niveau maximal de remplissage sont présents sur chaque unité de stockage ; des capteurs mesurent et transmettent la pression en continue au système téléométrique centralisé,
- un dispositif automatique de régulation et à sécurité positive ferme l'entrée du stockage dès que la pression maximale est atteinte sur le circuit,
- un double clapet anti-retour d'emplissage (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) est installé sur le circuit,
- un dispositif de sécurité permet une décharge contrôlée des gaz en cas d'incendie (un fusible thermique de sécurité par groupe de bouteilles).

9.1.3.3 Réservoirs et annexes

Les réservoirs sont protégés de façon efficace contre la corrosion, quelle que soit son origine, et le gel. Les réservoirs isolés du sol sont mis à la terre pour éviter tout danger d'électrisation sous une cause quelconque.

Leur disposition permet un accès facile lors de travaux nécessaires à leur entretien et/ou en cas d'incident ou d'accident.

9.1.3.4 Consignes de sécurité et d'exploitation

Préalablement à tous travaux, un permis de travail et/ou permis feu est établi par l'exploitant. Tout personnel autorisé qui accède au conteneur doit être équipé d'un détecteur de gaz portatif.

La remise en état de la protection extérieure est à effectuer lorsque son état l'exige. Elle peut être faite sur place sous réserve du respect des conditions suivantes :

- contrôle préalable de l'étanchéité de réservoir, des accessoires et des canalisations du dépôt ;
- mise en place d'une liaison électrique équipotentielle entre le réservoir et le matériel pneumatique ou électrique d'intervention.

Avant toute opération sur un réservoir, celui-ci est isolé du système (tuyauteries, etc.) de manière sûre et visible. Après purge / vidange du réservoir, des prélèvements et analyses de son air résiduel sont réalisés pour s'assurer de l'absence d'atmosphère explosive. Une fois la situation sûre, l'opération sur le réservoir peut commencer.

Toutes les précautions nécessaires sont prises lors du remplissage du réservoir : avant toute introduction de gaz combustible, l'air résiduel contenu est d'abord éliminé.

L'exploitant établit toutes les procédures nécessaires à la gestion des réservoirs (purge, ...).

Les réservoirs et leurs équipements sont maintenus en bon état et inspectés périodiquement selon un programme de maintenance. Ces opérations sont consignées sur un registre.

9.1.4 Dispositions communes aux distributions de charge rapide et de charge lente

La distribution de GNV sera réalisée selon deux modes :

o Charge rapide :

Remplissage du réservoir de bus en moins de 5 minutes.

4 postes de charge rapide seront implantés sur îlots et associés à 4 pistes de distribution, dont 3 au niveau du hall de charge et 1 créé en extérieur du hall de charge. Ils seront alimentés par les compresseurs via le stockage tampon de bouteilles ou en direct depuis le compresseur.

Ils seront alimentés par les compresseurs via le stockage tampon de bouteilles.

o Charge lente :

Remplissage du réservoir de bus en 7 à 8 heures : cette distribution de type « à la place » sera alimentée directement par les compresseurs. Le réseau se répartit en grappes de charge, chacune comprenant 13, 14 ou 15 points de charge.

Le nombre de places de remisage équipé en charge lente est de 96 au total, dont 39 dimensionnées pour accueillir les gabarits de bus articulés (18 m de long) et 57 pour les bus standards (12 m de long).

9.1.4.1 Flexibles de distribution

Les flexibles sont régulièrement vérifiés et changés aussi souvent que nécessaire, la durée de vie de ces derniers ne pouvant excéder six ans. Les flexibles ont leurs caractéristiques (année de fabrication, condition de conception, nom du fabricant et son identification) marquées distinctement sur leur longueur. La longueur de l'ensemble du flexible sera entre 2 et 5 mètres, en fonction du type de bus chargé.

Une fois raccordé sur le véhicule, l'appareil de distribution et le véhicule sont équipotentiels et mis à la terre.

Les flexibles ont une pression d'éclatement égale ou supérieure à quatre fois la pression de service maximale.

En dehors des opérations de ravitaillement, les flexibles sont remisés en dehors de la piste où circulent les véhicules et maintenus d'une manière adéquate pour éviter la fissuration et le frottement. De plus, la tubulure de remplissage est remise de manière à éviter l'humidité et l'introduction de débris. Tout est mis en œuvre pour que les flexibles ne soient jamais en contact avec le sol.

Chaque poteau d'alimentation est équipé d'un raccord cassant, se brisant en cas de traction anormale sur le flexible, et doté en amont et en aval de ce point faible d'un dispositif automatique qui arrête le débit en amont et empêche la vidange immédiate à l'air libre du produit contenu en aval de ce dispositif en cas de rupture. La force de coupure de ce dispositif sera de 850 N maximum.

9.1.4.2 Dispositif de sécurité homme-mort

Pendant la phase de distribution de gaz pour le remplissage du réservoir, le machiniste ne sera pas tenu de maintenir une action permanente sur un dispositif pour que s'effectue le remplissage.

En charge rapide, le débit de gaz dans le flexible ne pourra avoir lieu qu'après connexion correcte du flexible au réservoir. À cet effet, un dispositif de verrouillage sera prévu en extrémité de flexible et seule une connexion correcte flexible–about de réservoir autorisera le verrouillage.

Le remplissage de gaz ne démarrera pas automatiquement et devra être lancé manuellement par le machiniste après action « ponctuelle » sur un bouton « marche » placé sur la façade de l'appareil de distribution. La distribution s'arrêtera automatiquement lorsque le réservoir du véhicule sera plein.

Pendant la charge, le machiniste restera aux abords de son véhicule, mais il ne maintiendra pas d'action mécanique au niveau du pistolet pour permettre le remplissage.

En mesures compensatoires, les dispositions suivantes seront réalisées :

Afin de prévenir le risque d'arrachage du pistolet pendant la phase de charge :

- le démarrage de chaque bus est impossible tant que le flexible est raccordé au réservoir du bus ;
- la mise en place de pressostats asservis à la mise en sécurité de l'installation, déclenchant automatiquement l'arrêt de l'installation en cas de pression anormale ;
- au niveau des pistolets : un système de sécurité de type breakaway (raccord cassant) permet de stopper l'alimentation du flexible en gaz en cas d'arrachage de celui-ci.

Le délai de fermeture des électrovannes est inférieur à 30 secondes.

Afin de stopper le chargement GNV lors de l'atteinte du niveau haut de remplissage du réservoir de bus :

- à chaque appareil de distribution : mise en place d'un dispositif d'équilibrage de charge permettant d'interrompre la distribution de gaz lorsque le remplissage du réservoir est atteint.

Pour la distribution à la place, il est également mis en place les mesures suivantes :

- chaque branche de distribution vers les postes de charge lente est munie d'une détection de pression basse asservie à une vanne de sécurité au départ de la branche concernée ainsi qu'à une alarme sonore et visuelle reportée au poste de sécurité ;
- les emplacements de charge lente seront surveillés en continu par un système de vidéo-protection, (nombre et positionnement des caméras judicieusement réparties pour couvrir la zone) dont les images seront retranscrites en temps réel au poste de garde, surveillé H24 et 7j/7 par un agent formé SSIAP 1. La taille et le nombre des écrans de contrôle seront dimensionnés de façon à ce que les images des caméras soient visibles et retranscrites de façon simultanée. Les images de cette vidéosurveillance seront par ailleurs enregistrées ;
- Une ronde sera également effectuée périodiquement pour contrôler les installations de la charge lente, au moins une fois par nuit. Cette ronde sera consignée dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de problème lors de la distribution, l'exploitant s'appuiera sur plusieurs dispositifs techniques, permettant automatiquement d'arrêter la distribution et de prévenir le personnel, et sur des mesures organisationnelles, et il maîtrisera le risque engendré par une fuite de gaz au niveau des appareils de distribution du hall de charge, et plusieurs organes de coupure seront installés à proximité de l'installation et en dehors des zones de dangers.

9.1.4.3 Consignes de sécurité et d'exploitation

En plus de l'application des consignes d'exploitation et de sécurité déjà prévues dans le présent arrêté, l'exploitant veille à ce que les suivantes soient également respectées.

Des instructions pour le ravitaillement (mode d'emploi) sont affichées clairement, visiblement et de façon inaltérable :

- dans la charge rapide : sur les distributeurs à côté de chaque tuyau flexible,
- dans chaque zone de charge lente.

Ces instructions indiquent également les précautions à prendre, notamment l'interdiction de fumer et l'obligation d'arrêter le moteur, les dangers potentiels (haute pression par exemple) et la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'incident (alarme, alerte, arrêt des pompes, attaque au feu, etc.).

L'effet de refroidissement qui se produit lorsque le système est dépressurisé doit être pris en compte.

Les zones de charge rapide et de charge lente sont équipées de moyens de lutte incendie entretenus et fonctionnels (extincteurs, extincteurs sur roues et couverture anti-feu).

Un moyen de communication fonctionnel vers le service de sécurité est présent sur chaque îlot de charge rapide et sur la plateforme de compression.

9.1.5 Distribution de charge rapide

9.1.5.1 Implantation des appareils de distribution et de remplissage

« En charge rapide, les pistes et les appareils de charge seront au niveau du hall de charge, destinée exclusivement à l'approvisionnement interne des bus. Cette partie comprendra un habillage sur les parois latérales (bardage + mur) et une toiture légère, constituée de sorte à ne pas permettre la formation de poche d'accumulation de gaz (toiture en pente). La zone sera ventilée naturellement en permanence, par le biais d'ouvertures en vis à vis générant un courant d'air, et constituées par la suppression des portes rideaux actuelles du hall de charge.

En mesure compensatoire au niveau du hall de charge qui n'est pas à l'air libre, des détecteurs de gaz à faisceau infrarouge seront mis en place, avec report de l'alarme au poste de gardiennage. Les seuils de déclenchement susceptibles d'évolution seront :

- seuil 10% LIE = alarme sonore et visuelle reportée dans le système de sécurité incendie du centre ;
- seuil 25% LIE = arrêt de toute l'installation GNV avec fermeture automatique de la vanne de sectionnement (à sécurité positive) de l'arrivée gaz des installations GNV.

Ces détecteurs de gaz seront couplés à des vannes de fermeture automatique de l'alimentation de gaz à l'entrée des postes de distribution, et à un système d'alarme sonore et visuel. Ce système existe déjà au niveau du hall de charge. »

Les appareils de distribution de gaz naturel ne seront pas situés à l'air libre, mais sous un hall ouvert à ses deux extrémités. Des mesures techniques visant, en cas de fuite de gaz, à prévenir les personnes de la présence d'un danger et à interrompre les alimentations en gaz avant qu'une atmosphère explosible ne se forme. Des mesures constructives permettront l'évacuation naturelle d'éventuelles poches de gaz vers l'extérieur.

La 4^e piste de charge (piste de secours) sera à l'extérieur du hall de charge, donc à l'air libre. La piste et l'appareil de distribution seront couverts par un auvent. Il sera disposé avec une pente permettant de faciliter l'échappement de gaz vers l'extérieur, et ne présentera pas de point haut pouvant favoriser l'accumulation de gaz.

Les 4 pistes sont équipées chacune, d'un appareil de distribution disposé sur des îlots surélevés d'au moins 0,15 m et équipés d'une barrière de protection pour les opérateurs et machinistes.

Lorsqu'une piste est utilisée en secours, elle est exclusivement dédiée à la circulation des bus (et pompiers) sans permettre la charge rapide. Cette piste de secours est signalée par des feux tricolores.

Les distributeurs sont positionnés de telle sorte que les véhicules aient un espace suffisant pour manœuvrer en entrant et sortant de leur position de ravitaillement.

Les pistes et les voies d'accès ne sont pas en impasse.

Les aires de stationnement des bus GNV sur les pistes de charge rapide permettent une évacuation en marche avant.

Le sol des zones dangereuses est traité afin d'éviter la formation d'étincelles par des objets métalliques.

9.1.5.2 Dispositifs de sécurité

Les mesures de sécurité mises en place / prévues pour les installations de distribution GNV charge rapide sont les suivantes :

- les appareils de distribution sont équipés d'un habillage en matériau incombustible, avec arrivée de gaz en partie basse et orifices d'aération en partie haute et basse des appareils. Les appareils de distribution sont également conçus afin d'empêcher toute pénétration de gaz de la partie où est présent du gaz vers la partie où sont présents des composants électriques/électroniques,
- l'installation de charge rapide en GNV sera alimentée par un réseau aérien situé au-dessus des pistes. L'arrivée de gaz, lors de la charge rapide, se fera systématiquement en partie basse de l'appareil de distribution, lorsque la distribution n'est pas distribuée à la place,
- une protection physique des postes de distribution,

- un raccord cassant au niveau de la canalisation de distribution, à chaque remontée au niveau des postes de distribution,
- des canalisations d'alimentation des appareils distributeurs avec point faible destiné à se rompre en cas d'arrachement accidentel de l'appareil distributeur et dispositifs automatiques interrompant le débit en cas de rupture,
- un système de détection gaz dans la zone de charge rapide, qui déclenche :
 - au seuil 10% LIE = alarme sonore et visuelle,
 - au seuil 25% LIE = coupure alimentation électrique station, arrêt compresseurs, fermeture vannes automatique de sectionnement réseau GNV, évacuation personnel site, potentiellement consigne au personnel de fermer une vanne manuelle sur canalisation d'alimentation,
- des dispositifs automatiques d'arrêt de la distribution lorsque le niveau maximal de remplissage du réservoir est atteint,
- des dispositifs automatiques interdisant le remplissage en cas de mauvais raccordement du pistolet de distribution et conditionnant le démarrage de la distribution à un actionnement manuel,
- des dispositifs mécaniques limitant le débit à la valeur nominale des appareils distributeurs,
- un système de dépressurisation avant déconnexion, le gaz étant évacué vers un évent tel que défini à la prescription 8.4.5,
- des vannes manuelles d'isolement implantées à l'extérieur, en amont des appareils de distribution,
- des soupapes de sécurité et dispositifs de limitation de la pression et température des gaz,
- des boutons poussoirs d'arrêt d'urgence sur chaque appareil distributeur, sur enclenchement, entraîne : l'arrêt de l'installation et la fermeture automatique de la vanne d'arrivée gaz des installations GNV sur le site,
- des flexibles de distribution avec poulies de remisage automatique et raccords cassants (connexion de type GNV2 avec dispositif anti-arrachement break-away) interrompant le débit de gaz en cas d'arrachement.

9.1.5.3 Distributeurs et annexes

L'acheminement du gaz dans les appareils distributeurs se fait naturellement par la pression contenue dans les bouteilles de stockage qui sont rechargées automatiquement par les compresseurs. Le gaz est délivré dans les réservoirs des bus à une pression de 200 bars.

Aussi, le gaz circule notamment via des canalisations en DN32 en caniveau, depuis la plateforme de compression jusqu'aux postes de charge rapide. Chaque canalisation est isolable au départ de la plateforme de compression, depuis les bouteilles de stockage GNV, grâce à une identification du distributeur associé.

La durée moyenne d'une opération de remplissage est de l'ordre de quelques minutes.

Le compteur de gaz (débitmètre massique) en place sur chaque appareil de distribution ne doit pas être à l'origine d'une explosion (alimentation électrique adaptée, et/ou compartiment étanche au gaz, etc.).

L'appareil de distribution est équipé d'un dispositif permettant de déclencher manuellement le remplissage du réservoir après connexion du pistolet à l'about du réservoir.

9.1.5.4 Consignes de sécurité et d'exploitation

Dans la zone de charge rapide, plusieurs appareils peuvent distribuer simultanément, et 24h/24h.

Cette zone est équipée d'une borne de gestion permettant d'activer à la demande 1 à 3 pistes. Le distributeur de chaque piste assure de façon autonome le remplissage des véhicules et pilote les vannes des stockages.

Un panneau lumineux au-dessus de chacune des pistes indique aux chauffeurs les pistes en service.

Chaque distributeur est placé de telle sorte que le remplissage des bus s'effectue par le côté droit.

Un marquage au sol indique la façon dont les bus standards et articulés doivent se positionner.

Il est interdit d'envoyer directement le gaz des compresseurs dans les réservoirs des véhicules à ravitailler. Les distributeurs de charge rapide sont alimentés par les compresseurs via le stock tampon de bouteilles.

Il est interdit d'alimenter un véhicule dont toutes les bouteilles n'auraient pas des caractéristiques de pressions et de température maximales de service au moins égales à celles du gaz distribué.

La charge rapide des véhicules doit être réalisée sur des réservoirs adaptés à ce type d'opération.

Lors de l'opération de charge rapide, un opérateur formé aux risques « gaz » est présent à proximité de l'appareil de remplissage et en mesure de déclencher la coupure d'urgence. Le personnel dédié à la conduite des opérations de distribution de GNV est informé des instructions de service et de sécurité. Un manuel de référence technique est disponible au niveau de la zone de charge rapide. Un feu bicolore, situé après le poste de charge, signale au chauffeur la fin du plein.

En fin de charge, le tuyau de remplissage est débranché avec précaution afin d'éviter une émission de gaz, puis replacé convenablement sur le distributeur.

Le remisage de véhicules au niveau de la zone de charge rapide en dehors des opérations de ravitaillement est strictement interdit.

9.1.6 Distribution de charge lente

9.1.6.1 Implantation

96 postes de charge lente sont aménagés pour la recharge des bus qui sont exclusivement en remisage extérieur.

La charge lente est une distribution de type « à la place », réalisée au niveau des places de stationnement des bus, directement depuis les installations de compression, via un flexible fixé sur un poteau de distribution, sans appareil distributeur. La durée d'opération de remplissage, variant de 3 heures à plus de 5 heures, dépend du nombre de bus connectés au système de distribution.

Les postes de charge lente sont implantés intégralement au niveau des places de remisage.

Cette zone accueille des bus standards et articulés en charge lente et la plateforme de compression. Les postes de charge sont positionnés de telle sorte que les véhicules aient un espace suffisant pour manœuvrer en entrant et sortant de leur position de ravitaillement et permettent une évacuation en marche avant.

Les flexibles de distribution, alimentés par les compresseurs, sont :

- soit suspendus sous portique en matériau incombustible (acier galvanisé). L'acheminement de gaz aux postes de charge sera effectué par canalisations aériennes en acier inoxydable et d'un diamètre de 20 mm ou 10 mm implantées également sur portique à une hauteur de 4,5 m pour éviter les chocs avec des véhicules.
- soit alimentés par des potelets au niveau du sol. Le gaz est acheminé par des canalisations en acier inoxydable en caniveau, de diamètres 10 mm, 25 mm et 32 mm.

La zone « portiques » et la zone « potelets » sont desservies par 2 canalisations de diamètre 25 mm.

L'alimentation par potelets, dont le point de raccordement avec le flexible est situé à 1,50 m de haut, concerne les bus remisés en marche arrière.

L'implantation des places de charge lente respecte l'éloignement minimal des limites de propriété.

9.1.6.2 Dispositifs de sécurité

Les mesures de sécurité mises en place / prévues pour les installations de distribution GNV « charge lente » sont les suivantes :

- des butées sur roues, utiles au positionnement des véhicules à charger, protègent les postes de distribution contre les chocs mécaniques. Par ailleurs, les postes de distribution pour bus standards sont implantés entre deux places de remisage afin de limiter le risque d'accrochage lors d'une manœuvre de bus en marche arrière,
- un raccord cassant présent au niveau de la canalisation de distribution, à chaque remontée au pied des postes de distribution,
- des détections de pression basse et haute sont sur chaque ligne de distribution. En cas d'anomalie, ces équipements ferment la vanne d'isolement automatique en amont de la station de compression, arrêtant ainsi les compresseurs, et permettant la mise en sécurité de l'installation,
- des dispositifs automatiques d'arrêt de la distribution lorsque le niveau maximal de remplissage du réservoir est atteint (pression de 200 bar maximum),
- des dispositifs automatiques interdisant le remplissage en cas de mauvais raccordement du pistolet de distribution et conditionnant le démarrage de la distribution à un actionnement manuel,
- un système de dépressurisation avant déconnexion, qui achemine les gaz de décompression vers l'évent principal de la station de compression tel que défini à la prescription 8.4.5,
- des vannes manuelles d'isolement installées en amont sur le circuit gaz,
- des soupapes de sécurité sur le circuit gaz,
- des boutons poussoirs d'arrêt d'urgence, disposés à chaque extrémité de la ligne de distribution et tous les 50 m, sur enclenchement, entraîne : l'arrêt de l'installation et la fermeture automatique de la vanne d'arrivée gaz des installations GNV sur le site,
- des flexibles de distribution avec poulies de remisage automatique et raccords cassants (connexion de type GNV2 avec dispositif anti-arrachement break-away) interrompant le débit de gaz en cas d'arrachement.

9.1.7 Bus GNV

Les bus GNV seront conformes à la réglementation R110, ou toute réglementation plus récente s'y substituant.

9.1.7.1 Compartiment moteur

Le compartiment moteur de chaque bus GNV comporte un système d'extinction incendie indépendant, doté selon le constructeur d'une batterie de secours, qui se déclenche automatiquement au moyen d'un câble de détection thermosensible, lorsque la température dans ce compartiment dépasse 180 °C. Le fluide d'extinction est alors répandu par brumisation dans la zone à protéger. Il réduit le taux d'oxygène dans l'air, refroidit la température des pièces du moteur surchauffées et produit un film imperméabilisant empêchant une ré-inflammation éventuelle.

9.1.7.2 Réservoir GNV des bus

Les bus GNV sont équipés d'un réservoir constitué de bouteilles placées sur une nacelle démontable sur le toit du bus aux normes du constructeur.

Le nombre et les capacités précises des réservoirs dépendront des constructeurs et des véhicules qui seront présents sur site.

Les dispositions suivantes assurent la sécurité de ce réservoir :

- chaque réservoir dispose d'un clapet obturateur intrinsèque au réservoir, qui ferme la bouteille sur différence de pression,
- chaque bouteille est équipée d'un fusible thermique à chaque extrémité, et potentiellement d'un 3ème sur la longueur de la bouteille, selon les configurations. Les fusibles thermiques libèrent rapidement le gaz si la température dépasse 100 °C ; ce jet est orienté dans une direction verticale ascendante,
- l'ensemble du réservoir est protégé par un capot et un arceau de sécurité ; le capot dispose d'aérations vers le haut et des vannes manuelles permettent de purger le circuit par des événements dirigés vers le haut,
- le circuit gaz reliant le réservoir du toit au compartiment moteur (à l'arrière du bus) présente une électrovanne à sécurité positive (qui coupe le circuit sur coupure du moteur) et une vanne de sectionnement manuelle permettant d'isoler le réservoir,
- la trappe pour le remplissage du réservoir ne s'ouvre que lorsque le bus est arrêté.

Des tests et une maintenance périodiques, définis dans un programme de surveillance, sont réalisés sur les éléments de sécurité des bus.

9.1.8 Co-activité entre les installations / équipements gasoil et GNV

Tant que l'installation de distribution de gasoil est présente, des mesures organisationnelles sont prises afin d'éviter les risques entre les nouvelles installations GNV et les installations gasoil existantes.

Les procédures correspondantes sont rédigées, connues et appliquées par les personnels. Ces procédures sont également affichées dans les zones concernées.

9.1.8.1 Postes de charge à l'entrée du site – distances de sécurité

En période transitoire, les postes de charge rapide GNV et les postes de distribution gasoil (ainsi que les cuves) sont implantés sur la même zone au niveau de l'entrée du hall de remisage. Un distributeur de GNV et un distributeur de gasoil sont installés sur chacun des 4 îlots.

La distance séparative entre ces deux types de distributeur est d'au moins 2 mètres.

9.1.8.2 Ravitaillement des bus – fonctionnement piste à piste

En période transitoire, lors du ravitaillement des bus dans cette zone, le principe de fonctionnement piste à piste est imposé : un mode de charge est attribué à chaque piste (gasoil ou GNV) de sorte qu'un bus en poste de charge GNV n'est jamais gêné par un autre situé au poste gasoil devant lui.

9.1.8.3 Gestion du dépotage

En période transitoire, les opérations de dépotage du camion-citerne gasoil ont lieu uniquement en l'absence d'activité de recharge de bus GNV, en zone de charge rapide.

9.2 Dispositions particulières applicables à la rubrique 2930 (E)

L'installation est exploitée conformément à l'arrêté ministériel du 12/05/2020, ou de tout texte s'y substituant, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique 2930 relative aux ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie, pour les installations existantes déclarées avant le 12/05/2020. Il respecte également les dispositions suivantes.

Les travaux, opérations et interventions sur les bus sont réalisés exclusivement en atelier et sont interdites sur la zone de remisage.

9.2.1 Atelier de réparation

Avant toute intervention sur les bouteilles GNV ou le circuit GNV de l'autobus (uniquement celle sur le circuit haute pression), les véhicules sont préalablement purgés du GNV à l'aide d'un compresseur de transfert situé à proximité de la station de compression. Le GNV est récupéré et réinjecté dans le circuit en amont des compresseurs.

Cette procédure de vidange obligatoire sur circuit haute pression est affichée dans le hall de maintenance, connue et appliquée par le personnel.

Les réparations intéressant des véhicules gaz peuvent être effectuées dans l'atelier existant, mais sous les réserves suivantes :

- l'atelier est ventilé de telle sorte qu'il ne puisse y avoir accumulation de gaz notamment dans les combles,
- l'atelier est doté de systèmes de détection de gaz et la mise en œuvre d'actions selon 3 seuils :
 - seuil à 10 % de la LIE : retentissement d'une alarme ;
 - seuil à 25 % de la LIE : coupure de l'alimentation électrique et ouverture d'ouvrants / d'exutoires de désenfumage, enclenchement des ventilations basses et hautes secourues, fermeture des portes de l'atelier pour favoriser l'extraction du gaz, évacuation du personnel et information aux services de secours ;
- la toiture de l'atelier est équipée d'ouvrants permettant l'évacuation des gaz et des fumées ;
- l'entretien et la réparation d'un véhicule à gaz est réalisé par du personnel compétent, formé et habilité au préalable à la technique et au risque gaz ;
- l'intervention sur le système de gaz en cas de suspicion de fuite de gaz ne s'effectue qu'après s'être assuré de l'absence de toute source potentielle d'inflammation présente dans un rayon de trois mètres ;

- l'entretien d'une partie du système gaz ne peut s'effectuer que si les réservoirs sont isolés (à moins qu'ils soient nécessaires pour l'opération) et qu'il n'y a aucune source potentielle d'inflammation à moins d'un mètre du système à gaz ;
- toutes dispositions sont prises pour maintenir l'atelier en état de propreté permanent ;
- le stockage de matières combustibles et inflammables dans les zones de sécurité définies par l'exploitant est strictement interdit ;
- tout véhicule gaz ayant subi un accident avec dommages matériels sur le véhicule doit faire l'objet d'une vérification complète du système gaz ;
- les réparations sont assurées par du personnel compétent formé au préalable à la technique et au risque gaz ;
- les pièces de remplacement ont les spécifications d'origine et leur mise en œuvre correspond aux recommandations du constructeur ;
- après toute intervention sur les tuyauteries ou des tubulures amenant le gaz, il est réalisé un contrôle du système en utilisant une méthode de détection de fuites appropriée pour vérifier toute la plage des pressions de service ;
- tous les travaux sur les parties autres que le système gaz ne doivent pas affecter l'intégrité du système gaz et l'avis d'une personne compétente est requis avant travaux ;
- l'exploitant s'assure de la bonne élimination des réservoirs réformés, des justificatifs sont établis et conservés par l'exploitant.

L'exploitant répartit près des accès et dans les dégagements des extincteurs portatifs appropriés au risque à combattre, à raison de 6 litres de produit extincteur ou équivalent par 250 m² de surface. En outre, la distance maximale à parcourir pour atteindre l'extincteur le plus proche ne doit pas dépasser quinze mètres.

9.3 Dispositions particulières applicables à la rubrique 1435 (DC)

L'installation est exploitée conformément à l'arrêté ministériel du 15 avril 2010, ou de tout texte s'y substituant, relatif aux prescriptions applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 avec le bénéfice des droits acquis de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour les installations existantes, déclarées ou autorisées avant le 4 août 2003.

9.4 Dispositions particulières applicables à la rubrique 2910 (DC)

L'installation est exploitée conformément à l'arrêté ministériel du 3 août 2018, ou de tout texte s'y substituant, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2910 avec le bénéfice des droits acquis, pour les installations existantes, mises en service avant le 20 décembre 2018.

9.5 Dispositions particulières applicables pendant la phase chantier

9.5.1 Gestion des déchets

L'exploitant prend toutes les précautions permettant de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, pendant la phase chantier, au cas où une pollution serait découverte et il s'assure de la compatibilité du projet avec l'état des sols en mettant en œuvre le Plan d'Installation de Chantier (PIC) défini dans son dossier de demande d'autorisation, et en fournissant à l'inspection des installations classées :

- le cahier des charges relatif aux travaux identifiant les mesures et objectifs de protection des sols et du milieu eau,
- le plan de délimitation de la base vie du chantier et de la zone d'implantation du projet (détails des différentes zones de stockage : nature des matériaux/matières, quantités, etc.),
- procédure d'intervention en cas de pollution accidentelle (produit absorbant, etc.),
- tout rapport en cas d'incident susceptible d'avoir des effets sur les sols ou le milieu aquatique,
- le Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets (SOGED),
- les justificatifs d'évacuation et d'élimination des déchets et des déblais excédentaires en fonction de leur qualité par les différentes filières spécialisées.

9.5.2 Gestion du bruit

Pendant la phase travaux, la RATP se conformera à la réglementation en vigueur, concernant le bruit et les nuisances sonores et s'assurera du respect et du contrôle des mesures de prévention relatives à la pollution sonore durant le déploiement du projet, et mettra en place un plan de communication à destination des riverains et du collège.

Afin de réduire les nuisances sonores, l'exploitant limitera au maximum la circulation des engins de chantiers.

Les phases qui seront bruyantes seront limitées dans le temps (engins/pelles de chantier, équipements comme par exemple les marteaux piqueurs).

Les travaux bruyants n'auront lieu qu'en journée, à partir de 8h le matin et s'achèveront au plus tard à 17h. La RATP n'autorisera le travail de nuit ou durant les week-end qu'à titre exceptionnel en fonction des besoins des travaux.

9.5.3 Gestion des envols de poussières

Durant la phase chantier notamment lors des opérations de terrassement, les dispositions adéquates sont prises afin de limiter les envols de poussières.

Les travaux ne généreront pas de pollution gravimétrique issue des poussières, ni de dégradation de la qualité des sols et/ou des eaux souterraines.

10 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

10.1 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Montreuil-sous-Bois :

- 1- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le demandeur peut ainsi adresser sa requête au tribunal administratif de Montreuil :

- soit au moyen de l'application TELERECOURS à l'adresse suivante : <https://telerecours.f> ;
- soit en y déposant directement le recours.

10.2 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement:

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie d'Aubervilliers et peut y être consultée;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie d'Aubervilliers pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Seine-Saint-Denis où il a été délivré; pendant une durée minimale de quatre mois et à l'adresse suivante : <https://www.seine-saint-denis.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-paysage-risques-naturels-et-technologiques-bruit-nuisances-publicite>

Le présent arrêté sera également publié au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.


10.3 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Denis, le directeur départemental des territoires de la Seine-Saint-Denis, la directrice régionale et

interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, le directeur de l'agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire d'Aubervilliers et la société RATP sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de la commune d'implantation du site et du projet ;
- aux conseils municipaux des communes d'Aubervilliers, Saint-Denis, Paris 18ème et 19ème arrondissements ;
- au commissaire enquêteur, Monsieur Jean-Luc COLIN ;
- aux services de l'État consultés ;
- à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- au pétitionnaire bénéficiaire de la présente autorisation.

Le préfet,


Pour le préfet et par délégation
La sous-préfète chargée de mission auprès du préfet
secrétaire général adjointe chargée de l'arrondissement chef-lieu

Cécile RACKETTE